



---

Institut de Documentation et de  
Recherche sur la Paix

---

# *Les cahiers de l'IDRP*

Mars 2015

\* *Les relations Europe-Russie*

*par Bruno Drweski, Jacques Sapir, Francis Wurtz.*

\* *Les enjeux climatiques*

*par Jacques Le Dauphin, Paul Sindic.*

\* *Hors-dossier : Surenchère militaire en  
Afrique : le cas du Sahel.*

*par Pierre Paul Dika*

## Russie – Union européenne : quel avenir ?

Par Bruno Drweski  
maître-assistant à l'INALCO

Les tensions qui sont apparues au cours de l'année 2014 entre la Russie et la plupart des pays de l'Union européenne (même si certains de ses membres comme la Hongrie ou la Slovaquie traînent les pieds et que l'Allemagne semble particulièrement divisée sur cette question, aussi bien au sein du camp gouvernemental que dans les classes possédantes comme dans les classes populaires) sont la conséquence de la crise ukrainienne qui fut d'abord une crise entre l'OTAN, donc avant tout les USA, et la Russie. L'Union européenne jouant un rôle secondaire, ce qu'on a pu observer avec le changement brutal de pouvoir à Kiev en février 2014, quelques heures seulement après la médiation en apparence réussie entre les diverses factions ukrainiennes, la Russie, l'Allemagne, la France et la Pologne. Crise qui aurait donc été largement provoquée, selon les dires de certains stratèges de Washington eux-mêmes<sup>1</sup>, par la fermeté manifestée par la Russie et son allié chinois dans la défense de l'État syrien attaqué lors du printemps arabe par des « révolutionnaires » aujourd'hui plus souvent appelés « takfiristes » (excommunicateurs), si l'on penche du côté de Damas et Téhéran, ou « islamistes » si l'on penche du côté des deux Bruxelles (OTAN et UE) et des promoteurs de l'idée d'un « clash de civilisations ».

Dans ce contexte, l'évolution des rapports entre les Européens (de l'Ouest et du Centre) et la Russie dépend d'une part de l'évolution de la situation générale, et d'autre part des rapports de force existant au sein de chaque puissance de l'UE entre défenseurs d'une alliance transatlantique, qui doit devenir à la fois militaire et économique (Voir le projet de traité transatlantique TAFTA), et partisans d'un rapprochement économique et politique avec les pays de la masse continentale d'Eurasie et d'Asie, ainsi que des pays méditerranéens. C'est-à-dire partisans aussi de desserrer les liens avec la puissance d'outre-Atlantique. Il s'agit également d'un pari à faire entre ceux qui sont convaincus de l'émergence progressive et inéluctable des puissances du BRICS, de leurs associés de l'ALBA/UNASUR et de l'Iran et ceux qui sont attachés à l'idée que la puissance nord-américaine peut au moins freiner durablement son déclin, jugé par ailleurs inéluctable.

### **Logique de guerre ?**

Les déclarations qui se sont succédées tout au long de l'année écoulée depuis le coup de force de février 2014 à Kiev, tant de la part des dirigeants des États-Unis que de leurs alliés les plus proches et des nouveaux dirigeants ukrainiens ne laissent aucun doute sur le fait que, après avoir essuyé des échecs dans leur politique visant l'État syrien et ses alliés directs, il y a poursuite d'une logique de guerre ou au moins de confrontation systématique avec Moscou. Une logique de guerre qui vise autant la Russie que la Chine et leurs alliés. Guerre diplomatique bien sûr, tensions militaires sur tout le pourtour de l'Eurasie, guerre économique également, en particulier avec les politiques de sanction et l'actuelle baisse du cours du pétrole, et même si des facteurs strictement économiques comme la baisse de la demande

---

1 Voir : < [http://www.dedefensa.org/forum-la\\_v\\_rit\\_toute\\_nue\\_venue\\_de\\_stratfor\\_22\\_12\\_2014.html](http://www.dedefensa.org/forum-la_v_rit_toute_nue_venue_de_stratfor_22_12_2014.html) > consulté le 26/01/2015

mondiale en période de récession sont aussi à prendre en considération. Mais, même la tentative de lancement en Amérique du Nord de l'exploitation des gaz de schiste peut être considérée comme une mesure de guerre économique contre les États qui, comme la Russie mais aussi le Venezuela, l'Iran, l'Algérie, font preuve d'une indépendance affirmée et vivent encore largement de leurs exportations d'énergie<sup>2</sup>.

Le Kremlin a répondu à ces pressions dans la durée, en renforçant son partenariat stratégique et économique avec la Chine et les pays asiatiques, en maintenant son engagement au Moyen-Orient, en renforçant ses liens avec l'Amérique latine, et, *last but not least*, en négociant tout dernièrement un rapprochement économique assez spectaculaire avec la Turquie ayant abouti à mettre un terme au projet Southstream remplacé par le Turkstream. Rapprochement à propos duquel il faut désormais poser la question s'il ne débouchera pas à terme sur des tensions grandissantes entre Ankara et ses partenaires de l'OTAN contrebalancé par un rapprochement avec l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), malgré la position turque sur la crise syrienne qui devra, dans ce cas, être dépassée par des négociations et un compromis acceptable par tous.

Dans ce contexte, les puissances européennes, avant tout l'Allemagne mais aussi la France et la Grande-Bretagne, devront se positionner entre leurs intérêts énergétiques mais aussi industriels qui poussent leurs entreprises à rechercher le développement de partenariats le long de tout ce qu'on commence à appeler « la nouvelle route de la soie » reliant la Chine, via la Russie ou via l'Iran et la Turquie à l'Europe et à l'Orient arabe.

L'action de la Russie depuis plus d'un an a fait de ce pays une puissance incontestablement (ré)-émergente sur le terrain politique international, même s'il faut poser la question de savoir si c'est Moscou qui mène la danse ou, plus discrètement, Beijing pour qui son partenaire du Nord pourrait apparaître tantôt comme son glaive, tantôt comme son bouclier. En tout cas, pour le Kremlin, l'appui chinois lui a permis de revenir sur le devant de la scène mondiale et de guérir les humiliations occasionnées par les décisions des derniers leaders soviétiques de procéder à des replis successifs de leur puissance d'antan sans avoir exigé auparavant aucune garantie réelle en contrepartie, comme par exemple la dissolution de l'OTAN simultanément avec celle du Pacte de Varsovie.

Car, c'est la Chine qui vient d'atteindre le statut de première puissance économique mondiale face aux États-Unis, qui continuent toutefois de bénéficier de leur position de *leader* des trois puissances nucléaires nord-atlantiques (États-Unis, Royaume-Uni et France), de la plus puissante alliance militaire de la planète (USA + OTAN + Israël + Australie + Japon, Corée du Sud et Taïwan) et du plus important bloc économique du monde (États-Unis + Union Européenne), si tant est que l'on puisse continuer à parler de bloc dans la mesure où le mécontentement de certains partenaires, en premier lieu l'Allemagne, semble devenir récurrent. Dans ce contexte, la place de la Russie, pour des raisons géographiques, stratégiques, militaires et commerciales est « incontournable », y compris au sens le plus littéral du terme.

---

2 Mais il ne faut pas négliger non plus le fait que la baisse des cours du pétrole soit une bonne chose pour la Chine, grosse importatrice d'hydrocarbures mais dont les intérêts stratégiques sont de renforcer l'indépendance des pays qui lui sont alliés, comme la Russie, ce qui explique pourquoi il semble que Beijing se soit déjà engagée à reverser indirectement à ses alliés une partie de ce qu'elle gagne grâce à la baisse des cours du pétrole ...Pendant que l'exploitation des gaz de schistes aux États-Unis en revanche devient trop coûteuse suite à la baisse des cours du pétrole pour être poursuivie. Un jeu complexe donc, dont le gagnant en finale pourrait ne pas être celui prévu au départ.

## **La force tranquille de Poutine**

Si l'on compare les déclarations tonitruantes et les gesticulations, parfois verbales, parfois militaires des représentants occidentaux au cours de l'année écoulée avec les réactions du locataire du Kremlin, on constate que celui-ci prépare à chaque fois ses coups avec un calme olympien qui étonne tous ceux qui voient les Russes avec les clichés qui ont été fabriqués à l'occasion de la guerre froide. Il faut commencer d'ailleurs aussi par « dépersonnaliser » quelque peu la direction russe car, aussi important qu'il soit, le rôle de Poutine ne doit pas cacher le fait qu'il s'est formé au Kremlin une véritable équipe d'hommes d'État (Lavrov, Glazyev, Choïgou, etc.) secondés par une multitude de chercheurs et d'analystes qui sont le produit de ce que l'école soviétique a produit de meilleur. Il semble en tout cas évident que la Russie sait désormais manier le droit international à son avantage et en faire un élément de légitimité internationale auprès de la masse des États du tiers monde qui souhaitent un rééquilibrage des relations dans le monde, et que, en même temps, ce pays a su se présenter, depuis la crise libyenne en particulier, comme une force tranquille aspirant à un équilibre pacifique, ce que même la reconnaissance de sa part des deux républiques sécessionnistes géorgiennes (Abkhazie, Ossétie du Sud) par Moscou et la ré-annexion par la Russie de la Crimée n'ont pas vraiment entaché, au sud de la planète tout au moins. Tout cela en apparaissant également comme le garant de la lutte anti-terroriste, que ce soit en Afghanistan ou contre Daesh (« État islamique »), alors même que l'appui russe dans ce cas va en direction des puissances occidentales avec lesquelles le Kremlin est désormais simultanément en état de conflit. Image donc de jeu habile, de sagesse, de recul et de distanciation. Même si certains peuvent considérer qu'il s'agit là d'une simple posture pouvant camoufler des ambitions moins respectables. En tout cas, s'il s'agit d'une posture, elle est habilement servie.

Poutine, comme Assad, semblent avoir pour attitude de dénoncer le caractère unilatéral des bombardements occidentaux visant en principe Daesh et effectués sans coopération avec les autorités de Damas pour leur préférer une résolution de l'ONU. En observant simultanément comment Washington et plus encore l'UE ne sont pas en état de maîtriser la situation en Irak, voire même en Turquie pourtant toujours membre de l'OTAN et abritant des bases de l'armée US. Les Russes ne peuvent que constater que les rodomontades occidentales sur l'opposition syrienne modérée n'ont fait que camoufler le développement, avec souvent l'appui du même Occident, des forces takfiristes jugées au départ par le ministre français des affaires étrangères Fabius comme « faisant du bon boulot »<sup>3</sup>. Contradictions servies donc par ses adversaires eux-mêmes à Poutine, les Russes n'ayant eu qu'à attendre pour que leurs adversaires se ridiculisent, tout en jouant avec un feu qui se rapproche par ailleurs dangereusement du Caucase et de l'Asie centrale. Car les Russes, et en particulier les dirigeants des républiques autonomes musulmanes de Russie, dans la Caucase et sur les bords de la Volga, comme les Chinois au Xinjiang, s'inquiètent de la menace que le terrorisme takfiri fait peser sur eux.

## **De la Syrie à l'Ukraine**

Si Moscou a toutefois refusé de céder à la pression des Occidentaux, en particulier celle des États-Unis et de la France en Syrie au moment où, pendant les jeux olympiques de Sotchi, éclatait la crise ukrainienne, il n'en reste pas moins qu'elle est particulièrement visée et fragilisée par cette dernière crise. Une crise qui coûte cher à la Russie en terme de réfugiés et

---

3 Déclaration du Ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius faite au journal *Le Monde*, voir : < [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/12/13/syrie-pression-militaire-et-succes-diplomatique-pour-les-rebelles\\_1805889\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/12/13/syrie-pression-militaire-et-succes-diplomatique-pour-les-rebelles_1805889_3218.html) >; < <http://blogs.mediapart.fr/blog/adeline-chenon-ramlat/220614/pour-fabius-les-djihadistes-font-du-bon-boulot-en-syrie> > consultés le 20/01/2015

de sanctions économiques occidentales mais qui démontre néanmoins à mesure que le temps s'écoule que rien ne pourra se faire sur les bords du Dniepr et de la mer Noire, en particulier sur le plan économique, sans l'aval et la participation de Moscou. A moins d'imaginer le scénario catastrophe d'une tension grandissante devant déboucher sur une guerre généralisée, mondiale donc.

Une Ukraine économiquement et sociologiquement viable ne peut se développer et se stabiliser sans la participation des russophones et des régions russophones, et donc indirectement aussi, sans l'aval de Moscou. On peut certes imaginer une politique de terre brûlée dans le sud et l'est de l'Ukraine (la « Novorossiia ») poussant une masse de réfugiés vers la Russie dans le cadre d'une épuration ethnique de masse, mais cela ne réglera pas le problème de l'immense dette ukrainienne, des immenses besoins pour faire redémarrer une machine économique en stagnation de fait depuis 1991, de la corruption galopante et des partenariats économiques que Kiev ne peut pas s'empêcher de devoir conclure avec les États post-soviétiques et plus largement avec les économies émergentes d'Asie orientale et méridionale. L'insurrection des deux républiques populaires du Donbass dans ce contexte n'apparaît que comme un moyen de pression supplémentaire que Moscou peut utiliser pour faire pression sur Kiev.

Ce qui est remarquable dans toute cette situation, c'est que la Russie, la Chine, les BRICS et leurs alliés se constituent en fait en contrepoids mondial sans jamais se voir forcés d'envoyer des troupes trop visibles dans les régions où l'on veut éradiquer leur influence. On a l'impression que la hâte est en revanche dans le camp des États-Unis, l'incertitude en Europe occidentale et la patience en Russie et chez ses alliés, alors même que les sanctions économiques et la chute des cours du pétrole et du rouble devraient la faire paniquer. La côte de popularité de Poutine continue cependant à monter et l'appui diplomatique extérieur à la Russie est plutôt en augmentation<sup>4</sup>. Ce qui d'ailleurs éveille des réticences chez ceux des Russes qui souhaiteraient voir Moscou mener une politique plus énergique au Donbass et rompre plus nettement les liens avec le capitalisme mondialisé et financiarisé. Ce serait oublier que si Poutine est un homme d'État et un patriote, il n'est pas un homme de gauche mais plutôt le représentant de cette fraction de la nouvelle bourgeoisie russe qui n' imagine pas pouvoir se développer sans un fort appui de l'État-nation mais aussi sans avoir à recourir aux recettes d'un libéralisme économique tout au plus légèrement sous contrôle. Donc, la question du progrès social n'est pas à l'ordre du jour en ce moment en Russie et pour ceux qui comparent souvent Poutine à de Gaulle voire parfois à Staline, on doit rappeler que, si la comparaison en terme de souveraineté nationale tient la route, en politique intérieure, c'est de Gaulle ou bien sûr Staline qui avaient la fibre la plus sociale des trois personnages. L'esprit de la contre-révolution anticommuniste qui a balayé la Russie à partir de la fin de la perestroïka est toujours à l'œuvre, au niveau des élites politiques tout au moins.

Si les nerfs lâchent quelque part en Russie, c'est au sein des milieux libéraux pro-occidentaux d'une part qui semblent se réduire comme une peau de chagrin (le « blogueur » Alexeï Navalny en particulier est très déconsidéré depuis qu'il est apparu qu'il touchait des fonds venant des États-Unis<sup>5</sup>) alors que les milieux ultra-nationalistes (Douguine, Limonov, etc.) obnubilés par la puissance de feu et la puissance économique des adversaires de Moscou tonnent malgré cela contre le Kremlin qui devrait selon eux lancer une intervention et une réaction militaire vigoureuse au moins au Donbass.

---

4 Voir : < <http://free.niooz.fr/russie-record-de-la-cote-de-popularite-de-poutine-depuis-six-ans-sondage-1045485.shtml> > consulté le 26/01/2015 alors que les médias occidentaux ont tendance à ne plus publier de statistiques sur ce sujet depuis l'été 2014.

5 Stephen Lendman, [Putin Wins], *International*, March 6th, 2012 : « [lawyer Alexei] Navalny has NED ties. His LiveJournal blog admits receiving funding. ». Consulté le 26/01/2015

## **Le sens de l'histoire ?**

Pour le moment, nous pouvons estimer que la Russie se trouve confrontée à une nouvelle situation de guerre froide, même si l'évolution des conceptions en Occident depuis la fin du bloc soviétique semble indiquer une propension des États-Unis à ne plus vouloir accepter le retour d'une nouvelle bipolarité, encore moins une multipolarité, ce qui accroît les risques de guerre chaude par rapport à la période précédente. Le problème des États-Unis étant qu'ils semblent vouloir pour le moment refouler la puissance russe en se battant contre les intérêts évidents d'une Union européenne en crise qui a besoin des potentialités situées dans la masse continentale de l'Eurasie et qui ne peut supporter le coût d'une Ukraine n'ayant pas les moyens de se reconstruire, encore moins de gagner ne serait-ce que le conflit du Donbass en s'appuyant sur les maigres forces qu'elle a encore. L'UE a donc un besoin urgent de paix et l'Ukraine de reconstruction, ce qui passe logiquement par une coopération avec la Russie. Ce contre quoi Washington bataille auprès des chancelleries européennes avec un certain succès pour le moment. La force, même virtuelle, du dollar et des liens officiels et officieux établis au cours de la guerre froide ne disparaissent pas automatiquement.

Au départ, on peut penser que les néoconservateurs américains, symbolisés par les bruyantes directives données par Mme Nuland lors de ses passages à Kiev, estimaient qu'un coup de force à Kiev contre Ianoukovitch suffirait à faire basculer l'Ukraine dans le camp de l'OTAN, démontrant ainsi l'incapacité de Moscou à reprendre sa place de grande puissance reconstruite. Mais la réaction russe a été immédiate et a permis à ce pays de reprendre pied en Crimée, ce qui lui a ouvert la possibilité de contrôler de fait toute la rive nord de la mer Noire face aux autres riverains membres de l'OTAN.

La tension provoquée en Ukraine par les manœuvres tonitruantes de l'extrême droite ukrainienne immédiatement après le coup de force de février 2014 ne pouvait pas ne pas provoquer de réactions de la part des habitants du Sud et de l'Est de l'Ukraine. On peut donc supposer que ces tensions étaient voulues par les organisateurs du coup de force pour provoquer la rébellion des régions russophones. Tension qui aurait pu déboucher sur une guerre civile généralisée dans laquelle la Russie aurait pu être amenée à s'engager directement. Or, on a plutôt l'impression que la Russie a cherché à limiter les zones de combat en Ukraine tout en voyant d'un œil pas forcément défavorable le maintien dans l'orbite de Kiev de certaines régions russophones où le contrôle des populations lui serait malaisé. Ces foyers de tension potentielle sont d'autant plus dangereux pour le nouveau pouvoir que les mesures économiques et sociales imposées à Kiev par l'UE et le FMI ne peuvent que renforcer les mécontentements dans les régions qui ont tendance à se considérer comme « défaites » lors du changement de régime mais aussi dans celles qui ont cru et dans la résurgence du nationalisme ukrainien pur et dur et dans l'aide d'un Occident présenté comme un espace de cocagne omnipotent, généreux et bienveillant. La Russie a donc eu tout intérêt à limiter au maximum ses interventions en Ukraine, malgré la pression de la partie la plus nationaliste de son opinion et les demandes pressantes de nombreux secteurs de la population du Donbass en guerre. Le soutien de Moscou à ses plus fidèles alliés au Donbass a été discret et limité puisqu'on n'a toujours pas pu prouver la présence de soldats russes dans cette région<sup>6</sup>. Soutien qui en fait a surtout visé à éviter que les tendances communisantes fortes dans ce bassin minier ne prennent le dessus au point de réaliser le rêve de beaucoup de ses habitants, le retour au pouvoir des soviets, version 1917. Ce que le dirigeant d'un pays désormais capitaliste comme la Russie ne pouvait voir d'un œil favorable.

Malgré cela, les forces de Kiev ont démontré leur incapacité à reprendre le terrain perdu

---

6 < <http://fr.ria.ru/world/20150123/203480197.html> > consulté le 26/01/2015

tandis que, depuis quelques mois, les manifestations de mécontentement populaire se multiplient à travers toute l'Ukraine, tant dans le camp des « russophobes » que des « russophiles ». Car s'il y a une chose qui unit toujours l'ensemble des habitants de l'Ukraine, c'est leur haine des « oligarques voleurs » ...qui continuent à faire la pluie et le beau temps dans les allées du pouvoir à Kiev et dans les régions. Aujourd'hui néanmoins, ce sont les pays occidentaux qui se retrouvent avec le fardeau économique que représente l'Ukraine alors que de nombreuses entreprises ouest-européennes ont perdu, à cause des sanctions décidées à Bruxelles, les opportunités qu'elles espéraient en Russie. L'affaire du Mistral pour la France étant emblématique de cette situation mais la reconstruction des chemins de fer russes qui devait profiter à l'Allemand Siemens se fera désormais au profit de la China Railway State company qui prévoit de lancer le gigantesque projet de trains à grande vitesse devant relier la Chine et l'Asie orientale à l'Europe occidentale en passant par la Russie ...et en contournant l'Ukraine au profit du vieux partenaire biélorusse. Qui a profité de son côté de la situation pour apparaître comme une force de médiation indispensable grâce aux accords de cessez-le-feu de Minsk qui garantissent au moins une chose au Président Loukachenko. Que les États-Unis et leurs alliés ne peuvent plus se permettre de pousser à une « révolution colorée » dans son pays, comme ils avaient déjà tenté de le faire lors de chaque élection précédente. Car cette fois, Moscou ne pourra plus se prononcer du côté des opposants au président biélorusse. comme elle l'avait plus ou moins fait lors des dernières élections à Minsk. La Biélorussie reste un épine dans le pied de tous les capitalistes, de l'Est comme de l'Ouest, car elle démontre qu'on peut connaître un progrès économique réel et une stabilité politique sans renoncer à un État social et relativement égalitaire et sans accepter l'émiettement politique à l'occidentale. On peut donc affirmer que chaque fois que les États-Unis et leurs alliés de l'UE ont imaginé un scénario prévoyant une réaction russe, Moscou a fait le contraire de ce à quoi on s'attendait :

- 1) On ne s'attendait pas à l'annexion de la Crimée par la Russie, ce qu'elle a fait en deux temps trois mouvements.
- 2) On s'est en revanche attendu à une répétition de l'action réussie en Crimée au Donbass, et Moscou n'y est pas intervenu.
- 3) On pensait que les sanctions économiques allaient voir les Russes désormais habitués au clinquant de la société de consommation exiger de Poutine qu'il baisse pavillon mais, au contraire, ce dernier s'est trouvé conforté dans ses choix par une société qui ne voulait surtout pas revivre l'humiliation nationale des années 1990 et était pour cela prête à se serrer la ceinture.
- 4) On n'imaginait pas non plus que Moscou soit en état d'envisager des contre-sanctions visant l'Union européenne, ce qui fut fait. Au point où l'on peut se demander si « l'aventure ukrainienne » vue de Washington ne visait pas avant tout l'Europe occidentale qui penchait progressivement du côté de son hinterland eurasiatique, en particulier l'Allemagne.

Il y a, sans le dire, comme un modèle derrière l'action des dirigeants russes. La formation aux échecs et les capacités démontrées par Poutine de mettre en pratique les règles des arts martiaux, sans oublier sans doute les conseils de Chinois passés maître depuis Sun Tse dans l'art de faire la guerre sans jamais engager une bataille militaire permet de constater la cohérence des stratégies appliquées par Moscou : ne pas dévoiler ses intentions avant de pouvoir les réaliser, laisser croire à un comportement contraire à celui que l'on va adopter et finalement frapper au moment et en un lieu où l'adversaire ne s'y attend pas. La question restant à poser étant celle de savoir quand est-ce que les dirigeants russes ont pris conscience qu'ils ne seraient jamais vraiment admis dans le club des puissances occidentales comme ils l'avaient espéré après 1989. On peut en revanche penser que, et même après la crise syrienne,

les États-Unis mais aussi les Européens de l'Ouest n'ont pas imaginé que les Russes étaient en train de changer leur vision du monde post-soviétique. Dans ce contexte, l'effet de surprise fut total, la Russie ayant appris à ses dépens avec la désagrégation de l'Union soviétique qu'il ne fallait jamais user de menaces systématiquement et jouer comme si l'on savait comment l'histoire allait être écrite d'avance. Les Russes ont assimilé les échecs rencontrés par les Soviétiques tandis que les États-Unis ont réussi à se convaincre, et à convaincre une grande partie des Européens, qu'ils avaient gagné la Guerre froide et que leurs recettes étaient donc les meilleures. Alors que, dans les faits, la dissolution du camp socialiste fut avant tout une décision prise de façon autonome à Moscou par des dirigeants qui n'avaient pas la clairvoyance quant à la situation du monde et de ses rapports de force réels de ceux au pouvoir au même moment à Beijing.

### **Un Président surprise**

Contrairement à ce qu'on aurait pu s'attendre de la part d'un homme arrivé au pouvoir dans l'ombre d'Eltsine, Poutine a su former une équipe où les promoteurs de la renaissance de l'indépendance et de la puissance russe sont très présents. Il a discipliné l'oligarchie russe en cassant l'échine de quelques oligarques dont Khodorkovski, il a pacifié et reconstruit la Tchétchénie tout en empêchant le développement d'autres tendances centrifuges et il a en finale replacé la puissance russe au sein de l'espace eurasiatique hérité de l'URSS. Il a joué sur les opportunités des prix des matières premières pour reconstruire la puissance économique, scientifique, culturelle, morale et militaire de la Russie (même si celle-ci est encore beaucoup trop dépendante de ses ressources énergétiques), il a délégitimé la position des ONG financées par les puissances occidentales ce qui lui a permis ensuite de faire passer sans résistance une législation imposant le contrôle des organismes associatifs recevant des fonds étrangers. Et enfin, il a reconstruit dans tout l'ex-URSS et même au delà l'attrait pour la culture et la langue russes mais aussi pour les médias russes, y compris sur le terrain international (la chaîne de télévision *Russia today* qui émet en arabe, en anglais, en espagnol et demain en français est devenue la chaîne de TV dont les vidéos sont les plus regardées au monde, dépassant désormais *Euronews*, *CNN*, *la BBC* et *Al Jazeera*<sup>7</sup>). Les Russes semblent donc avoir appris la leçon des échecs de la propagande soviétique. Poutine a soutenu le pluralisme et la liberté des médias également au niveau mondial, en soutenant Assange et en protégeant Snowden. Il a engagé avec la Chine un processus d'affaiblissement du poids du dollar sur l'économie mondiale et de retour progressif vers la valeur or. Il a favorisé l'émergence d'alliances souples de tous les États et puissances indépendantes et émergentes, il a empêché l'attaque de la Syrie par les forces de l'OTAN et permis à l'Iran, à la Syrie et, par le fait même indirectement aussi, au Hezbollah et aux résistants palestiniens de se maintenir, ce qui a contribué à affaiblir le poids en Russie du lobby pro-israélien. Au point où l'on peut se demander si désormais, ce n'est pas la diaspora judéo-russe en Israël, aux États-Unis et en Allemagne qui n'est pas en train de devenir un lobby d'influence plus pro-russe que pro-sioniste.

Tout en tolérant l'enracinement du Parti communiste de la Fédération de Russie comme seule force d'opposition consistante mais « responsable », il a fait de la Russie le défenseur universel des « valeurs » défendues par les courants traditionalistes au sein des religions chrétienne et musulmane, mais aussi bouddhiste et juive, face au relativisme moral ou aux sectarismes provenant d'Occident ou des monarchies arabes pro-américaines. Tout cela dans

---

7 < <http://www.lefigaro.fr/medias/2013/11/03/20004-20131103ARTFIG00183-euronews-est-la-deuxieme-chaine-d-info-au-monde-sur-youtube.php> > consulté le 26/01/2015



le but d'éviter la logique du « choc de civilisations » *made in USA*. Le Kremlin a aussi favorisé la résurgence des tendances visant à revenir vers une politique de non ingérence et de non alignement, avec l'émergence des BRICS, de l'OCS, de l'Iran et du contrepoids sud-américain constitué par les pays membres de l'UNASUR ou de l'ALBA. Contrepoids monétaire également avec la création d'une banque de développement des BRICS concurrente du système FMI/Banque mondiale et le développement des échanges internationaux en monnaies nationales comme le rouble ou le yuan et en lançant le retour vers l'or.

Toutes ces avancées pour la Russie se heurtent toutefois à une situation économique marquée par des faiblesses structurelles qui n'ont pas été dépassées, même si certains observateurs pensent que Moscou pourra profiter des sanctions occidentales pour relancer une production nationale, dans les domaines de l'agriculture et des biens de consommation de base.

La liste de transformations imprévues jusqu'à récemment s'allonge encore. Ce qui explique la haine, où pointe parfois de l'admiration, vouée à Poutine que l'on peut noter dans les cercles dominants aux États-Unis et dans les médias occidentaux. Si dans son pays et en Ukraine orientale, les plus radicaux partisans des solutions fortes l'accusent parfois d'avoir « trahi », cette pression le sert aussi dans une certaine mesure car, au moment des négociations, elle permet au gouvernement russe de tenir un type de discours qui était réservé aux Occidentaux à l'époque de la guerre froide : « *Il nous faut tenir compte des pressions de notre opinion publique, qui serait plutôt tentée par plus de fermeté que par le renoncement* ». Car, si l'Ouest exclue en finale l'option guerrière contre la Russie, alors il faudra bien admettre que l'équipe de Poutine représente l'élément modéré au sein de l'actuel spectre politique russe, tant les courants « démocrates » pro-occidentaux, qui ont connu leur heure de gloire après 1991, semblent définitivement marginalisés aux yeux de leurs compatriotes. Même à Moscou ils parviennent difficilement à mobiliser un nombre respectable de manifestants, malgré l'existence de plusieurs médias qui chantent toujours leurs louanges. Ce qui n'empêche pas les thuriféraires des médias occidentaux de présenter la Russie comme une dictature.

### ***Une politique volontariste du possible***

Il apparaît clairement au regard des tentatives d'organiser des manifestations antigouvernementales et du financement des ONG russes, que à Washington, on souhaiterait un changement de régime à Moscou, voire, comme l'avait déjà esquissé Zbigniew Brzezinski, on caresserait encore le rêve de voir l'État russe se disloquer en multiples « principautés » qui n'auraient plus aucune spécificité, plus aucune identité, plus aucune souveraineté et qui pourraient dès lors se noyer dans le grand marché mondial protégé par le gendarme d'outre-Atlantique. Il semble aussi clair que le Kremlin ne pourra jamais longtemps tolérer un régime ultra-nationaliste et lié à l'OTAN à Kiev, c'est à dire aux portes de Moscou. On a, dans ce contexte, de la difficulté à comprendre pourquoi si peu de dirigeants à Kiev semblent faire preuve de la lucidité minimum qui seule pourrait leur garantir la pérennité de leur pouvoir. La haine russophobe semble avoir élu domicile dans les allées du pouvoir de Kiev, ce qui, à la rigueur, pourrait se comprendre si l'on admet une vision victimaire de l'histoire ukrainienne, mais ce qui, de toute façon, ne correspond pas à la réalité des rapports de force existant tant à l'est qu'à l'ouest de l'Ukraine. Sans parler du fait que les oligarques ukrainiens savent bien qu'ils n'ont d'avenir dans la situation politique et économique actuelle que tant que l'ensemble des puissances occidentales maintiendront comme une priorité la question ukrainienne qui est de plus en plus coûteuse. C'est donc avant tout à une lutte contre la montre que nous assistons entre Moscou et Washington et celui des deux adversaires qui saura tenir le plus longtemps aura gagné.

Il est clair que si l'Ukraine occupe une position stratégique de première importance pour la

Russie, le jeu politique international actuel est planétaire, ce qu'ont compris les dirigeants de Moscou qui savent qu'ils n'ont pas de position de repli et n'ont que deux choix : ou, à l'image de ce qui s'est fait dans les années 1990, devenir un appendice marginalisé et sans doute tôt ou tard morcelé du camp occidental sous l'égide des États-Unis, ou bien s'affirmer coûte que coûte en participant à la formation d'un monde multipolaire au sein duquel la Russie constituera un élément irremplaçable. En tout cas, sans vouloir entrer dans les consciences des dirigeants de Washington, c'est ce que l'expérience qui a suivi la dissolution du Pacte de Varsovie puis de l'URSS a appris aux Russes. Il y a donc opposition planétaire frontale entre deux projets incompatibles de construction des nouveaux rapports internationaux. L'avenir de la Russie dépend donc dans une large mesure de sa capacité à participer à la formation de cercles de coopérations internationaux durables, qui ne sont pas incompatibles les uns avec les autres. Le projet de Poutine d'une intégration de la « grande Europe » « de Lisbonne à Vladivostok » n'est pas *a priori* contradictoire avec le rapprochement eurasiatique ni avec l'émergence du BRICS ou de l'OCS. Car rien n'oblige de penser que l'Europe occidentale soit irrémédiablement liée à l'Atlantique nord et doivent renoncer définitivement à ses racines méditerranéennes et à sa géographie qui en fait une péninsule d'une Asie en plein développement, au moment même où le développement technique apporte des opportunités nouvelles en matière de communications transcontinentales rapides.

La destruction et la marginalisation de l'Ukraine orientale et méridionale témoignent du fait que les dirigeants de Kiev se raccrochent aux intérêts des États-Unis, ce qui correspond peut-être à leurs intérêts financiers personnels, mais leur pays ne pourra pas rester éternellement un territoire bloquant le rapprochement de l'Europe occidentale, de l'Eurasie et de l'Asie orientale qui correspond à une analyse rationnelle des perspectives d'avenir. La Russie de son côté n'a pas intérêt à voir la sécession de la Novorossiya ou même du Donbass car elle a intérêt à maintenir à terme l'unité de l'Ukraine puisque le poids des régions russophones et la probable déception des régions « pro-européennes » mais « ultra-nationalistes » devant le gouffre économique où se trouve leur pays pourront à l'avenir renforcer le poids du lobby moscovite sur les bords du Dniepr. La Russie a donc tout intérêt à rester formellement hors de l'Ukraine, tout en laissant agir à l'intérieur de ce pays, les forces politiques, économiques et régionales qui ont intérêt à ce qu'un rapprochement eurasiatique ait lieu.

### ***L'impasse de l'ultranationalisme russe***

Si l'ultranationalisme ukrainien au pouvoir à Kiev semble sans perspectives à moyen ou long terme, l'ultranationalisme de certains Russes représente en fait un danger pour la Russie elle-même, car il la pousse vers un aventurisme irréaliste ne correspondant pas ni ses intérêts ni à ses capacités, ce dont ses dirigeants semblent conscients. Car la Russie n'a pas intérêt à une stratégie de la tension à un moment où l'OTAN reste l'alliance militaire la plus puissante, jouissant par ailleurs encore de réserves financières et intellectuelles considérables. L'affrontement direct de la Russie avec un nationalisme ukrainien exacerbé serait long et difficile à mener en cas d'intervention russe en Ukraine, alors que la désagrégation intérieure de ce nationalisme ultra mais en position de pouvoir à Kiev semble inéluctable.

D'ailleurs, on a noté que les médias sociaux et de la blogosphère en Russie sont influencés de l'extérieur pour pousser à l'extrémisme nationaliste en Russie. Le journaliste russe Maksym Chevtchenko a réussi à traquer les adresses IP de certains des contributeurs les plus radicalement nationalistes sur l'internet russe (organisations, sites Web, blogs, etc.). Et il s'est avéré que la plupart d'entre eux étaient basés aux États-Unis, au Canada et en Israël. Soutenir les extrémistes russes permet de caricaturer d'une part la Russie et d'essayer de la pousser vers l'aventurisme, dans une situation où les pro-occidentaux y occupent des positions marginales.

Il y a beaucoup de gens qui voient clair à travers ce brouillard, que ce soit en Russie<sup>8</sup> ou à l'étranger<sup>9</sup>.

### ***En finir avec l'oligarchie ?***

Le mot oligarque est systématiquement associé au capitalisme post-soviétique, comme si les grands bourgeois occidentaux n'étaient pas eux-aussi des oligarques. Il n'en reste pas moins que vu leur développement récent en Russie comme en Ukraine, ce phénomène a acquis une spécificité d'autant plus forte qu'il a pu proliférer dans un contexte de dégénérescence des pouvoirs publics, chose dont l'actuelle présidence russe a repris au moins partiellement le contrôle, tandis qu'en Ukraine ni l'indépendance ni la « révolution orange » ni « l'euromaïdan » n'ont contribué à discipliner quelque peu cette couche de profiteurs plaçant la plus-value tirée des efforts de la nation dans les paradis fiscaux protégés par les puissances occidentales. Ce qui explique sans doute d'ailleurs pourquoi tant d'oligarques ukrainiens qui avaient des intérêts privilégiés avec la Russie et l'Eurasie ont néanmoins dû se soumettre aux injonctions étatsuniennes au moment du coup de force de février 2014.

La reprise en main des oligarques à Moscou est passée de son côté par des répressions exemplaires dont Khodorkovsky fut la victime emblématique, ce qui a amené la plupart des autres oligarques russes à accepter de renoncer à leur domination politique en échange du maintien de leurs privilèges économiques et de leurs entrées dans l'administration. En Ukraine, l'administration du pays reste en revanche largement dominée par des liens opaques avec les oligarques, ce qui soulève d'ailleurs le mécontentement non seulement bien sûr de la population de la « Novorossiïa », et ce qui fut une des causes de l'insurrection du Donbass, mais aussi de la part de nombreux ex-manifestants du maïdan. Là encore, c'est un aspect des choses qui joue en défaveur de Kiev et plus largement des puissances de l'OTAN et de l'UE.

On peut supposer que Moscou attend que les oligarques qui ont fait allégeance au nouveau pouvoir pro-occidental de Kiev constatent en finale sa faiblesse et le manque d'appui conséquent qu'il reçoit de la part de ses protecteurs pour opérer une nouvelle volte en direction de Moscou. Des rumeurs circulent tant à Moscou qu'au Donbass sur des conversations discrètes entre oligarques ukrainiens et pouvoirs russes, en particulier on cite le nom de Rinat Akhmetov. Reste à déchiffrer l'énigme d'Igor Kolomoïski, le puissant oligarque juif, religieux qui plus est, et nommé gouverneur de Dnipropetrovsk, connu pour son soutien à la création milices de mercenaires violents et marqués par leur idéologie ouvertement nazie. Ce qui démontre que les choses sont particulièrement troubles sur les bords du Dniepr et n'entrent dans aucune case idéologique en apparence cohérente. D'où la possibilité de nouveaux changements d'orientation brusques à l'avenir. Ce dont les dirigeants occidentaux devraient se méfier.

Tout dépendra en fait du moment où ces oligarques découvriront où le vent souffle et qui sera le patron, Poutine ou les États-Unis. Ce qui dépend en particulier de l'évolution de la guerre économique et de la crise économique mondiale dont il est encore difficile de dire quelle en sera l'issue. Quoiqu'il en soit, le camp des puissances considérées désormais comme déclinantes et des puissances appelées émergentes ont tous les deux des atouts importants dans leur main.

La principale faiblesse de la Russie n'est ni dans sa population ni dans ses difficultés économiques, elle réside dans les difficultés à reconstruire une idéologie d'État visionnaire et cohérente capable de répondre à la fois aux besoins sociaux et économiques du pays et aux désirs de ses habitants de trouver un consensus entre sa nostalgie post-soviétique et des relents

---

8 < <http://www.iarex.ru/articles/50896.html> > consulté le 26/01/2015

9 < <http://blogs.rediff.com/mkbhadrakumar/2014/09/24/west-beats-retreat-in-ukraine/> > consulté le 26/01/2015

de puissances néo-tsaristes cohérentes avec la modernité, mais aussi entre une russité (*russskiy*) plutôt ethnique et slave et une russianité (*rosyjskiy*) plutôt étatiste, multiethnique et multiconfessionnelle. La difficulté réside aussi dans le fait que, contrairement à la masse de la population, les élites russes ont été largement pénétrées dès la fin des années 1980 par les offensives de délégitimation de l'Union soviétique effectuées sous l'influence occidentale puis, plus directement grâce aux financements venus d'outre-atlantique en faveur des « démocrates », des « médias libres », des « ONG », de la « société civile ». Ces agents d'influence acquis au libéralisme « cosmopolite » n'ont pas disparu avec la fin de la présidence Eltsine. Il y a dans les allées du Kremlin et à tous les niveaux de la diplomatie, de l'armée et des régions, un conflit latent entre ceux qui continuent à lorgner vers la « prospérité à l'américaine » avec son clinquant, et ceux qui sont acquis à l'idée que l'avenir de la Russie se trouve en Eurasie, sur l'axe reliant l'Asie orientale et méridionale à l'Europe occidentale. On cite parfois comme symbole des « occidentalistes » le premier ministre Medvedev. Il suffit néanmoins d'observer les médias russes pour comprendre que la lutte entre ces deux lignes se déroule jusqu'au plus haut sommets de l'État et divise profondément les élites. Mais à Washington aussi, on constate le conflit latent existant entre les « réalistes » et les « néocons », ceux qui admettent que leur pays doit négocier avec de nouveaux partenaires une lente diminution de son influence et ceux qui veulent s'accrocher à tout prix, un peu comme les Allemands des années trente, à une politique acharnée de puissance sans limite. Entre les deux, on trouve les États européens en crise, eux aussi divisés dans leurs perspectives. Les jeux sont donc ouverts et complexes vu le nombre d'acteurs extérieurs et intérieurs.

La Russie fait face à une campagne psychologique, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, en provenance des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres pays. Elle vise en particulier à « personnaliser » le régime autour d'un Poutine qu'on tentera ensuite de diaboliser. Peu importe en finale que cette campagne soit, selon certains, organisée par le biais de manipulations organisées et planifiées ou qu'elle soit plus spontanée en s'appuyant sur les milieux qui ont profité du pillage du pays après 1991 ou qui ont des intérêts particuliers dans les paradis fiscaux sous protection occidentales. Ce sont les résultats qui comptent.

La Russie a aussi intérêt à jouer à l'intérieur même de l'Ukraine tout en la découplant de l'UE et tout en cherchant par ailleurs à provoquer un clivage grandissant entre les puissances européennes et les États-Unis, ce qui nécessite patience et temps, alors que les pressions la visant sont immédiates.

### **Quelle politique russe ?**

Face aux États-Unis et aux puissances européennes de tradition coloniales, la Russie et la Chine, à cause de leur position traditionnellement « périphérique » et encore précaire, ont une tradition de promouvoir la négociation, le droit international, les arbitrages, la temporisation. On se rappelle des politiques soviétiques de désarmement et de sécurité collective mais on oublie en revanche que, avant 1917 déjà, la Russie des tsars joua un rôle essentiel dans la mise en place de la cour internationale de La Haye. Ce qui témoigne d'une continuité liée à la tradition d'un pays en position de faiblesse cherchant donc, par le fait même, à trouver de multiples alliés et à promouvoir la multipolarité. Sans idéaliser le discours et la générosité des dirigeants russes, on ne peut nier que la répétition par le ministre Lavrov du principe : « *Nous voulons faire de nos ennemis des neutres, nous voulons changer les neutres en partenaires, et nous voulons faire en sorte que nos partenaires deviennent des amis* » correspond à une vision dont la Russie ne peut se départir, tant elle est liée à sa position et à l'état de ses forces. Le rôle des diplomates russes, en bon analystes de Sun Tse, n'est pas de préparer la guerre, mais de gagner les batailles en l'évitant. Cela étant, le renforcement de la puissance militaire russe

constitue, vu de Moscou un argument nécessaire dans le rapport de force international. La Russie ne souhaite sans doute pas utiliser la force mais elle affirme qu'elle est prête à l'utiliser en dernier recours. Tout au moins, il faut que ses adversaires en soient persuadés. Ce qu'on a déjà pu observer lorsque les États-Unis avaient voulu attaquer la Syrie et qu'ils ont dû reculer à la dernière minute devant la menace d'une réaction militaire russe. Si, pour les États-Unis, la diplomatie semble constituer un moyen visant à formuler des menaces et des reculades dans le camp d'en face, pour la Russie, c'est un outil surtout destiné à désamorcer les tensions. D'où la patience russe qui se marie bien aujourd'hui avec la patience chinoise et la finesse persane. On peut considérer que la Russie a rejoint le groupe des plus vieilles civilisations existant sur terre face à un adversaire qui semble déjà vieilli alors même que son comportement semble toujours comparable à celui d'un adolescent assez brusque qui ne saurait pas comment mûrir. On pourrait en revanche s'attendre à un comportement plus responsable de la part des puissances du « vieux continent » expérimentées par l'histoire. D'où l'étonnement de beaucoup d'observateurs internationaux, et en particulier russes et chinois, face aux choix faits actuellement par la France et qui sont à l'opposé de ce qui lui avait permis de reconstruire son autorité internationale après la Seconde Guerre mondiale et la fin des guerres coloniales.

La Russie n'est plus la superpuissance qu'elle était à l'époque soviétique, elle ne peut rien faire seule et, malgré ce terme largement répandu en Occident, elle est encore moins un empire, car elle n'en a pas les moyens. C'est seulement un contrepoids important, additionné à d'autres contrepoids. Mais un contrepoids doté d'atouts majeurs : sa position clef au cœur de l'Eurasie, ses ressources énergétiques, ses réserves minérales, la ténacité de sa population, son potentiel scientifique et technique, ses réserves, ses alliances. La Russie a appris de la déroute de la Russie tsariste et des impasses de l'Union soviétique une certaine modestie et une capacité d'appréciation des réalités, contrairement aux États-Unis qui ont été atteints après 1991 par l'ivresse de la victoire, alors mêmes qu'ils n'avaient rien gagné du tout par eux-mêmes mais que cette victoire leur avait été apportée sur un plateau d'argent par les dirigeants de ...Moscou.

Si l'on observe les politiques menées par la Russie depuis quelques années, on peut en conclure que ce pays fera tout pour éviter de tomber dans le piège qui mènerait vers la guerre, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne jouera pas les rapports de force, les moyens de pression, d'abord dans son « étranger proche », aujourd'hui avant tout en Ukraine, mais aussi en ne reculant plus dans les régions plus lointaines où elle a gardé une présence, une influence ou des alliés, afin que ses concurrents s'usent et s'essoufflent sur plusieurs « fronts ». Si le temps lui est donné, c'est-à-dire si la conflagration mondiale est évitée grâce à une coalition de bonnes volontés dans laquelle les puissances européennes devraient avoir un rôle à jouer, la Russie pourra occuper un rôle pivot dans la grande Eurasie qui pourrait être un chantier d'avenir entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique, entre l'Arctique et les rivages de la Méditerranée et de l'Océan indien. Chose que doivent envisager tous les pays et les peuples européens sans se considérer comme à jamais liés avec un « Occident » qui n'est qu'un concept récent et somme toute peu consistant. Car l'Europe, c'est avant tout la civilisation méditerranéenne, de tout le pourtour de la Méditerranée. Et c'est simultanément la réalité géographique d'une péninsule de l'Eurasie. Réalités que partagent les Européens de l'Ouest avec la Russie, les peuples arabes et les peuples asiatiques.

## Russie-Europe : de la convergence à la divergence

Jacques SAPIR  
Directeur d'études à l'EHESS

Les relations entre l'Europe et la Russie sont un sujet à la fois central mais aussi largement conflictuel, que ce soit en Europe *et* en Russie. Cet article va tenter d'explorer les représentations russes de ces relations.

Il est en effet clair que la Russie est dépendante des économies des pays européens. Ceci se mesure en particulier dans les moments difficiles. La récession qui frappe l'Europe depuis 2011 a, bien entendu, eu un impact non négligeable sur l'activité économique de la Russie. Elle a affecté l'activité des exportateurs, qu'il s'agisse des exportateurs d'hydrocarbures que des exportateurs de produits semi-finis (acier, métaux non-ferreux, produits chimiques de base). Ces exportations, quoique moins spectaculaires que celles des hydrocarbures, ont en réalité un impact bien plus important sur l'activité économique par le biais des chaînes de sous-traitance. De ce point de vue, l'impact de la crise en Europe sur l'emploi industriel en Russie a été sensible, mais somme toute assez bien digéré. Le taux de chômage est aujourd'hui aux environs de 5,5% de la population active. Néanmoins, il est clair que la Russie, dont l'Europe est le premier partenaire commercial, a « importé » en partie la récession ou la stagnation que connaît le continent européen. C'est ce phénomène qui a déclenché au sein des élites tant politiques qu'économiques russes une réflexion approfondie sur l'avenir des relations économiques avec l'Europe, mais aussi avec d'autres partenaires et en premier lieu des partenaires asiatiques.

### ***Un pivotement et ses limites.***

Dès la fin de l'année 2012, la croissance économique s'est mise à ralentir en Russie. Devant la situation économique de l'Union européenne, il était clair qu'il y avait un risque de connaître cette situation pendant encore plusieurs années. On parle de plus en plus de la perspective d'une « décennie perdue » en Europe, et en tous les cas pour les pays de la zone Euro. Il est clair que cette perspective n'a été perçue que progressivement au sein des élites politiques et économiques de la Russie. Vue comme un risque potentiel en octobre 2012, mais comme un risque que les Européens pouvaient réduire et limiter, du moins dans la vision des dirigeants russes, cette perspective est devenue un fait objectif à l'automne 2013. Durant cette période, les dirigeants russes ont progressivement fait le constat de l'incapacité des dirigeants européens à prendre la mesure de la gravité de la situation économique. Ceci n'a certainement pas dû être facile, car ils tenaient, en règle générale, ces dirigeants pour compétents et rationnels en ce qui concerne les mesures de politique économique. Le constat de l'impuissance des dirigeants européens, dans un domaine où ils étaient réputés être passés maîtres, a profondément ébranlé l'image de ces dirigeants européens pour l'élite russe. Elle a entraîné, par réaction, un changement important dans la stratégie du gouvernement russe. Ce changement se traduit par le choix vers l'Asie, choix qui a été fait en réalité entre la fin de 2012 et la fin du printemps 2013. De ce point de vue, on peut parler d'un réajustement pragmatique de la politique économique de la Russie<sup>10</sup>.

Il s'agit tout à la fois de trouver de nouvelles sources de croissance pour l'économie russe et

---

10 Clément-Pitiot H., « La stratégie de l'économie russe en perspective: le choix du pragmatisme ? », *Note de l'Observatoire franco-russe*, Moscou, 2014, n°6, 26 p

de constituer un bloc géopolitique capable de résister aux tentatives de déstabilisation américaines. Sur le plan économique, le principe d'une diversification des partenaires commerciaux est très certainement judicieux. Mais il est clair que la réalisation de ces objectifs aurait du être étalée dans le temps. La dépendance de la Russie vis-à-vis des économies des pays européens, tout comme d'ailleurs la dépendance de ces économies vis-à-vis de la Russie reste importante. On peut le constater sur les tableaux suivants.

**Tableau 1**  
**Exportations et importations de la Russie par zone géographique (2013)**

**A. Exports**

	Reste du monde	CEI	BRICS	Autre Asie	Iran et Turquie	Suisse et Norvège	États Unis et Canada	UE
2000	12,0%	15,5%	6,9%	4,2%	3,6%	3,9%	4,6%	49,2%
2005	7,7%	15,6%	7,4%	3,0%	5,3%	4,7%	2,7%	53,6%
2010	6,0%	17,7%	7,8%	6,7%	6,0%	2,4%	3,4%	50,0%
2011	7,6%	18,2%	9,0%	6,1%	5,6%	2,4%	3,3%	47,8%
2012	7,2%	17,6%	9,7%	6,2%	5,6%	2,2%	2,5%	49,0%

**B. Imports**

	Reste du monde	CEI	BRICS	Autre Asie	Iran et Turquie	Suisse et Norvège	États Unis et Canada	UE
2000	7,8%	34,2%	5,9%	3,0%	1,2%	1,3%	8,5%	38,2%
2005	7,8%	19,2%	11,0%	10,5%	1,9%	1,6%	5,1%	42,8%
2010	8,1%	13,9%	20,4%	8,3%	2,2%	1,7%	5,5%	39,9%
2011	7,9%	14,7%	18,8%	9,4%	2,2%	1,6%	5,4%	40,1%
2012	9,4%	12,7%	19,3%	9,4%	2,3%	1,5%	5,7%	39,6%

BRICS : Brésil, Chine, Inde et Afrique du Sud. Autre Asie : Japon, Corée, Singapour et Vietnam. *Source : Banque Centrale de Russie*

Même si la part de l'Europe dans le commerce extérieur de la Russie est appelée à baisser du fait de la conjoncture économique comme désormais du fait de raisons géopolitiques, elle devra initialement certainement rester importante. En fait, la solution ne réside donc pas tant dans une réorientation des flux de commerce extérieur (même si cette réorientation est apparue comme nécessaire dès 2012<sup>11</sup>).

11 Ce qui ressort des entretiens au *Club Valdai* d'octobre 2012. Voir Sapir J., « La diplomatie russe, entre Asie et Euro(pe) », note postée sur *RussEurope*, le 27/10/2012, <http://russeurope.hypotheses.org/390>

## **Le projet d'intégration eurasiatique.**

La constitution d'un espace commun sur le continent Eurasiatique a été présentée par le Président Vladimir Poutine lors des entretiens « Valdai » qui se sont tenus les 22-24 octobre 2014 à Sotchi. Ce projet apparaît à la fois comme une réponse aux problèmes, tant économiques que politiques, avec les pays de l'Union européenne mais aussi comme une continuation de ces relations. S'il se réalise, il fera de la Russie un pont entre l'Europe et l'Asie. Il faut donc voir ce projet comme un projet géopolitique ET comme un projet économique.

En géopolitique, il s'agit d'éviter une nouvelle coupure de cette masse continentale, que ce soit en évitant la reconstitution des blocs de la guerre froide mais aussi en prévenant un possible retour du conflit entre la Russie et la Chine. C'est un point essentiel pour les dirigeants russes. On a tendance à ignorer en Europe qu'en Extrême-Orient, et ce contrairement à ce qui s'est passé en Europe, il n'y a pas eu de rétractation de la Russie avec la fin de la guerre froide. La dissolution de l'URSS ne s'est nullement accompagnée de modifications de frontières. L'idée de pouvoir, à travers cet accord, arrimer la Chine à un projet continental est une dimension importante de la pensée stratégique de Vladimir Poutine. En économie, il voit aussi l'intérêt, pour la Russie, d'être un pont entre l'Europe occidentale et la Chine. Dmitry B. Kovalin, un des chercheurs les plus remarquables de l'Institut de Prévisions Économiques de Moscou, a réalisé une étude commanditée par le conseil de l'Union Eurasiatique, sur les avantages d'un système commun de transport entre la Belarus, le Kazakhstan, la Russie et la Chine<sup>12</sup>. Cette étude a été réalisée par l'Institut de Prévision de l'Économie Nationale (IPEN-ASR). Il faut ici rappeler que l'Union Eurasiatique (UEurAs), et ce contrairement à l'Union européenne, à une pratique de la coopération qui repose sur les relations bilatérales. En effet, l'intégration procède de la coopération multilatérale, et non de la constitution d'instances décisionnelles supranationales. Ainsi, les ministères des transports nationaux conserveront la mainmise sur le système de transport dans le cadre de leurs pays. La Commission de l'Union Eurasiatique aura avant tout un rôle consultatif et coordonnera les plans nationaux d'investissements. En fait, cette stratégie de développement intégrée ne remplace pas la stratégie ferroviaire nationale.

Au vu du territoire de l'UEurAs il est clair que les transports ferroviaire et aériens ont un rôle important. Ils représentent 8% du PIB et ils emploient, au total, 15 millions de personnes. Le volume transporté est supérieur à 150 millions de tonnes par chemins de fer. Cette étude a permis de montrer deux choses : jusqu'en 2020, pour la Belarus, il y aura un accroissement de 5% uniquement lié à l'intégration et à l'intérieur de l'UEurAs toute entière le transport va s'accroître de 7%.

Les gains directs en PIB seront pour la Belarus de 0,4% par an, de 0,5% par an pour le Kazakhstan et de 0,1% pour la Russie. Le volume de transport devrait s'accroître de 8,5% en 2025 (et de 12% jusqu'en 2030). Il est plus faible pour la Russie, devant atteindre en moyenne 0,1% par an jusqu'en 2030. C'est compréhensible du fait de la taille générale de l'économie. Le premier résultat est donc que l'UEurAs bénéficiera avant tout au Belarus et au Kazakhstan et peu à la Russie.

Mais, et c'est un point très important, le volume de fret en transit augmentera très fortement. L'intégration des systèmes de transport fera de la Russie un « pont » entre l'Europe et l'Asie (la Chine). C'est là que se situerait l'effet positif maximal pour la Russie, qui serait donc un

---

12 Il a présenté les résultats de cette étude au séminaire franco-russe sur le développement régional, qui s'est tenu à l'EHESS les 6 et 7 octobre dernier.



effet indirect et non un effet direct. Une partie du trafic pour l'instant maritime devrait se faire par chemins de fer. Cet effet est estimé entre 0,4% et 0,6% de croissance du PIB par an. On mesure donc que l'idée de constituer un « pont » entre l'Europe et l'Asie a donc un sens tout particulier pour la Russie. Un accord de principe a été signé à l'été, prévoyant 230 milliards d'investissements dans les 15 prochaines années<sup>13</sup>.

Les effets de cet accord se sont fait sentir en Asie. Le gouvernement de la Corée du Sud s'est rallié en octobre à l'idée d'une initiative Eurasienne joignant la Corée à la Russie pour les questions énergétiques et de transport. Il faut remarquer que ces initiatives pré-datent les sanctions. La Russie a décidé en réalité depuis plusieurs années d'étudier la question du développement des transports dans les régions de Sibérie orientale et de l'Extrême-Orient. Le but est d'accroître le volume du fret transporté mais aussi d'augmenter le niveau de vie dans ces régions. Ce projet inclut la modernisation du BAM (qui passerait à deux voies alors qu'il est actuellement à voie unique), le développement du port de Magadan, et la desserte ferroviaire de Magadan et des ports de la côte orientale. Les coûts d'investissements seront importants, probablement autour de 4 milliards d'Euros pour la desserte ferroviaire des ports. On constate donc que l'idée de l'intégration Eurasiatique est un projet cohérent, tant du point de vue géopolitique que du point de vue économique. C'est, à l'évidence, un projet majeur pour le gouvernement russe et pour Vladimir Poutine, car il permettra d'équilibrer économiquement les relations de la Russie entre l'Europe et l'Asie. De plus, il permettra aussi de sortir la Russie de sa trop grande dépendance vis-à-vis de l'Europe. De ce point de vue, les ambitions géostratégiques de cet accord sont indissociables des avantages économiques. Il faut maintenant comprendre ce qui a entraîné l'éloignement progressif de la Russie par rapport à l'Europe.

### ***La déception russe.***

Vladimir Poutine est présenté dans la presse tant française qu'européenne comme un « ennemi » de l'Europe. Or, il est très probablement le dirigeant russe le plus marqué par la culture européenne, le plus pro-européen, et ayant la plus grande expérience concrète de l'Europe. Son affectation dans les rangs du défunt KGB, était le contre-espionnage dans l'ex-RDA. Mais il est vrai que l'on a pu noter une certaine déception vis-à-vis de l'Europe, et de l'occident en général. De ce point de vue, il est essentiel de chercher à comprendre ce qui peut motiver tant cette déception qu'un changement d'analyse qu'il partage avec de nombreux autres dirigeants russes.

Le discours prononcé par le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine<sup>14</sup>, à l'occasion de la tenue du **XIe « Club Valdai »** qui s'est déroulé à Sotchi, est à cet égard appelé à prendre une place importante dans la définition de la politique étrangère de la Russie. Ce n'est pourtant pas la première fois que Vladimir Poutine se livre à pareil exercice. Il l'avait déjà fait en février 2007 à Munich<sup>15</sup>, mais on a eu tendance à oublier le contenu de ce discours, qui apparaît aujourd'hui comme largement prophétique.

Quoi que l'on puisse penser de la politique internationale russe, Il faut donc s'arrêter sur ce texte et chercher à comprendre ce qu'un tel discours signifie. Ce n'est pas tous les jours, en

---

13 <http://french.peopledaily.com.cn/Economie/n/2014/1013/c31355-8794099.html>

14 Le texte original (en russe) peut être consulté à l'adresse suivante : <http://kremlin.ru/news/46860>. Pour la traduction française: <http://www.sayed7asan.blogspot.fr>

15 Voir la déclaration du président Russe lors de la conférence sur la sécurité qui s'est tenue à Munich le 10 février 2007 et dont le texte a été traduit dans *La Lettre Sentinel*, n°43, mars 2007

effet, qu'un dirigeant de l'importance de Poutine s'exprime sur le fond de la nature des relations internationales. La comparaison entre le discours prononcé à Sotchi le 24 octobre 2014 et celui de 2007 n'en devient alors que plus importante. Le discours de Munich, venant après la période de tension internationale provoquée par l'intervention américaine en Irak en tirait en quelque sorte un bilan. Ce discours indiquait la conscience au moins diffuse d'une crise dangereuse des représentations des relations internationales par rapport à laquelle il importait de prendre date.

Il est très regrettable que ce discours, certes discuté et largement commenté parmi les spécialistes, n'ait pas au plus de retentissement. Il anticipait de manière étonnante les diverses crises que le monde allait traverser dans les années suivantes. Le discours de 2014 survient alors que les relations internationales se sont à nouveau largement dégradées. La crise ukrainienne a mis face à face la Russie, appuyée par une large partie des pays considérés comme « émergents » et les États-Unis et leurs alliés. Ce discours est peut-être moins riche sur le plan des principes, mais certainement plus précis quant à la définition des risques et des menaces, constitue lui aussi un moment fort dans les relations internationales.

### ***Un constat pessimiste.***

Dans le discours prononcé le 24 octobre 2014, Vladimir Poutine exprime un fort pessimisme quant à l'évolution des relations internationales. Ceci se ressent sur les relations entre l'UE et la Russie. Alors que le discours de Munich en 2007 était largement un discours proposant une nouvelle logique à ces relations, il exprime au contraire aujourd'hui le constat que rien n'ayant été changé, la dégradation est inévitable. Reprenons ses expressions ; le premier constat porte sur la nature de la situation internationale : « Tout d'abord, les changements dans l'ordre mondial – et tout ce que nous voyons aujourd'hui constitue des événements de cette ampleur – ont généralement été accompagnés sinon par une guerre et des conflits à l'échelle mondiale, du moins par des chaînes de conflits locaux intenses. Deuxièmement, la politique mondiale est avant tout une question de leadership économique, de guerre et de paix, avec une dimension humanitaire, incluant les droits de l'homme. »

On voit que, dans les mots prononcés, et il faut ici rappeler que chez un dirigeant politique les mots sont en quelque sorte des actes, il n'est plus question d'une organisation multipolaire du monde mais bien de ce qu'il appelle le leadership économique, c'est-à-dire la question en réalité de l'hégémonie. Cette question pose immédiatement le problème de guerre et de paix. La dramatisation des enjeux correspond à la période. Nous avons connu, depuis 2011, la guerre de Libye dont les conséquences se sont faites sentir sur l'ensemble de la bande sahélienne et en particulier au Mali, au Niger et au Nigéria, la guerre de Syrie qui déborde sur une large part du Moyen-Orient et aujourd'hui une guerre larvée, qui ne dit pas son nom mais qui est bien réelle, à l'est de l'Ukraine.

Le constat tiré est empreint d'un profond pessimisme, comme si Poutine, et avec lui une grande part de l'élite politique russe avait cru réellement dans la possibilité pour les puissances internationales de dépasser le conflit et d'en arriver à une époque de coopération, et avait été cruellement déçu par la réalité du comportement de certains pays, et au premier chef des États-Unis. On sent bien que l'incompétence mais aussi l'agressivité dont ont fait preuves les dirigeants de Washington, que ce soit sous Georges W. Bush ou son successeur, ont laissé des traces profondes chez les dirigeants russes. Mais, ce pessimisme est aussi le produit du constat de l'alignement de l'Union européenne sur les États-Unis et de l'absence de forces de rappel contrebalançant la politique américaine. Ce faisant, il prononce des mots qui sonnent comme un requiem de ce rêve de coopération. Le fait qu'il réduise l'enjeu des événements en cours à la question du leadership économique donne la mesure du pessimisme

de son discours.

### **La question du droit.**

Vladimir Poutine renvoie alors son auditoire sur les conséquences de cette situation et déroule un parallèle extrêmement important entre la situation actuelle et celle qui était issue de la seconde guerre mondiale. Ce passage reprend un des thèmes constamment mis en avant par le Président russe depuis 2007, celui du droit international. Il commence à nouveau par un constat : *« Malheureusement, il n'y a aucune garantie et aucune certitude que le système actuel de sécurité mondiale et régionale soit en mesure de nous protéger des bouleversements. Ce système a été sérieusement affaibli, fragmenté et déformé. Les organisations internationales et régionales de coopération politique, économique, et culturelle traversent également des temps difficiles. »* Ce constat pouvait d'ailleurs être tiré dès 2003, quand les États-Unis sont passés outre la décision du Conseil de Sécurité pour envahir l'Irak. Comparant alors la situation actuelle avec celle qui prévalait en 1945, il énonce la nécessité de se doter d'un système des relations internationales qui permettent une forme de régulation des intérêts des puissances. On revient donc à un monde « Westphalien », c'est-à-dire régi par des règles mais dont l'origine même est l'existence d'États-nations : *« L'essentiel est que ce système doit se développer, et malgré ses diverses lacunes, il doit au moins être capable de maintenir les problèmes mondiaux actuels dans certaines limites et de réguler l'intensité de la concurrence naturelle entre les nations. Je suis convaincu que nous ne pouvons pas prendre ce mécanisme de freins et contrepoids que nous avons construit au cours des dernières décennies, parfois avec les plus grands efforts et difficultés, et tout simplement le détruire sans rien reconstruire à sa place. Sinon, nous serions laissés sans instruments autres que la force brute »*. On voit alors s'exprimer la peur d'un monde sans règles, ouvert justement à ce que Vladimir appelle la « force brute ».

Cette situation découle bien entendu des conditions de la fin de la Guerre Froide. Au lieu d'aboutir à un cadre stable et reconnu par tous, la fin de la Guerre Froide a donné l'illusion à un pays, les États-Unis, qu'il était dans la toute puissance. On a décrit, dans un ouvrage publié en 2008, les conséquences de cette illusion<sup>16</sup>. Le constat de la nécessité impérative de reconstruire un cadre de droit international pouvait en être tiré, constat qui s'appuyait sur un autre : celui qu'une telle reconstruction ne pourrait procéder que des États et de la sanctuarisation de ces derniers. Pourtant, c'est tout le contraire qui est survenu. On a continué sur la pente de la destruction des règles et du Droit international, en particulier quand en 2011 les pays occidentaux ont « interprété » de manière unilatérale leur mandat des Nations Unies pour se livrer à une véritable guerre d'agression contre la Libye. Vladimir Poutine, poursuit alors : *« Pardonnez l'analogie, mais c'est la façon dont les nouveaux riches se comportent quand ils se retrouvent tout à coup avec une grande fortune, dans ce cas sous la forme d'un leadership et d'une domination mondiale. Au lieu de gérer leur patrimoine intelligemment, pour leur propre bénéfice aussi bien sûr, je pense qu'ils ont commis beaucoup de folies. Nous sommes entrés dans une période de différentes interprétations et de silences délibérés dans la politique mondiale. Le droit international a maintes fois été forcé de battre en retraite, encore et encore, par l'assaut impitoyable du nihilisme légal. L'objectivité et la justice ont été sacrifiées sur l'autel de l'opportunisme politique. Des interprétations arbitraires et des évaluations biaisées ont remplacé les normes juridiques »*.

Mais, et cela le Président russe le sait bien, la reconstruction d'un cadre de droit international est une œuvre de longue haleine, qui impliquera des conflits importants, et dont certains

---

16 Sapir J., *Le Nouveau XXIe Siècle, le Seuil*, Paris, 2008.

seront nécessairement des conflits militaires. Si, dans le cadre du droit “Westphalien” la souveraineté des États doit être impérativement respectée, une addition importante fut faite en 1945, dans la Charte des Nations Unies, concernant la liberté des peuples à décider pour eux-mêmes, et donc sur les processus référendaires décidant de l’auto-détermination. Dans ce discours, il est clair que c’est aussi à ce principe que se réfère Vladimir Poutine, en raison de sa mise en œuvre sur la Crimée et dans l’est de l’Ukraine.

### ***Les accords de Minsk et l’existence d’une soi-disant « diplomatie européenne ».***

C’est dans ce contexte qu’il convient de regarder l’accord dit « de Minsk » qui a été signé le 12 février dernier entre le Président Porochenko (pour Kiev), Mme Merkel, M. Hollande et le Président Poutine. Cet accord visait à l’existence d’un cessez-le-feu stable dans le Donbass, mais aussi tentait de mettre au point ce qui pouvait ressembler à un accord politique entre les insurgés et le gouvernement de Kiev.

Pour que le cessez-le feu soit respecté, il est clair qu’il faut qu’un corps d’observateur, susceptible de faire de l’interposition entre les deux adversaires soit créé. L’OSCE, qui est nommément désignée dans l’accord n’a pas les moyens de faire cela. De plus, sa légitimité pourrait être contestée. La seule solution stable serait la constitution de contingents de « Casques Bleus » des Nations Unies. Mais, une telle solution doit être acceptée par le gouvernement de Kiev et doit être validée par le Conseil de Sécurité, ce qui implique un accord des États-Unis. C’est ici que l’on mesure les limites de la solution Merkel-Hollande. De fait, les États-Unis sont aujourd’hui directement part du conflit. Ils doivent donc être associés à son règlement, ou montrer par leur attitude qu’ils ont fait le choix de la guerre. Tant qu’un cessez-le-feu stable, observé et vérifié ne sera pas en place, l’accord sera nécessairement des plus fragiles.

Mais, il y a d’autres raisons de penser que cet accord pourrait bien ne jamais être appliqué. Les termes de l’accord sont très clairs : un statut de grande autonomie doit être concédé aux insurgés et, *sur cette base*, le gouvernement de Kiev pourra recouvrer le contrôle de la frontière entre l’Ukraine et la Russie (articles 9 et 11 de l’accord). Or, le gouvernement de Kiev a indiqué son refus d’envisager une « fédéralisation » du pays, dans le cadre d’une refonte de la Constitution, qui devrait être réalisée d’ici à la fin de 2015. De même, le Ministre de la Justice de Kiev, M. Klimkin, s’est déclaré être opposé à une amnistie générale. Or, cette amnistie est bien l’une des *conditions* de l’accord (article 5 de ‘accord).

Très clairement, à l’heure actuelle, le régime de Kiev n’a nullement l’intention d’appliquer les clauses politiques de l’accord. Or, on comprend bien que si ces clauses ne sont pas appliquées, la guerre reprendra inévitablement, sauf si l’on s’achemine vers une solution de type « ni paix, ni guerre », ce que l’on appelle un « conflit gelé ». Cependant, une telle solution de « conflit gelé » n’est envisageable ***que si des forces d’interposition prennent position entre les belligérants***. On est donc ramené à la question d’un hypothétique contingent de « Casques Bleus » et de ce fait à la question de l’insertion des États-Unis dans le processus d’un accord. On mesure ici, à nouveau, les limites de l’option prise par Mme Merkel et M. François Hollande. À vouloir prétendre que les Européens pouvaient trouver sur leurs seules forces une solution à ce conflit, ils se sont enfermés dans une situation sans issue.

De ce point de vue, la tentative de l’Allemagne et de la France d’aboutir à un règlement dans le cadre européen semble avoir elle aussi échouée. On pouvait comprendre la volonté de Mme Merkel et de M. Hollande de trouver une solution à ce conflit. Mais, pour qu’il en soit ainsi, il aurait fallu que les États-Unis soient restés à l’écart, ce qui n’est pas le cas. Il est clair pour

tous aujourd'hui que les États-Unis sont aujourd'hui une partie prenante à ce conflit par leur soutien financier et politique, et aussi indirectement militaire, au gouvernement de Kiev. On estime entre 150 et 400 les conseillers civils (qu'ils soient américains ou financés par des institutions américaines), qui œuvrent auprès du gouvernement dans les différents ministères, et de 400 à 600 les conseillers militaires, qui entraînent les unités de Kiev. Les États-Unis sont les seuls qui ont aujourd'hui la capacité d'exercer des pressions suffisantes sur le gouvernement de Kiev pour le convaincre d'appliquer cet accord. Il faut reconnaître ce fait, qui correspond à l'inefficacité de la diplomatie européenne. Si Paris et Berlin s'étaient émancipés de la tutelle de Bruxelles (et de celle de l'OTAN) et avaient dès le mois de juin œuvré pour une approche globale et raisonnable, peut-être qu'ils auraient pu tenir les États-Unis à l'écart de la crise ukrainienne. Aujourd'hui, ce n'est plus les cas.

Pourtant, la Russie, par la voix de Vladimir Poutine, a accepté cela. Il est probable qu'il ne l'a fait que dans le but de démontrer l'incapacité d'une diplomatie germano-française d'exister, du moins tant que nos deux pays sont liés comme ils le sont aujourd'hui aux États-Unis.

### ***Mettre la Russie en mesure de faire face à cette nouvelle situation internationale.***

Par ailleurs, on n'a pas assez remarqué que, de cette analyse de la situation internationale, découlait alors un programme pour la Russie elle-même.

La puissance américaine a donc été directement perçue à partir de 2003-2004 comme une menace directe quant à la sécurité de la Russie, mais aussi à celle de ses alliés stratégiques. Cette perception s'est brutalement amplifiée à partir de 2011, mais elle s'est aussi transformée. Si, jusque-là, les dirigeants russes maintenaient l'espoir d'une coopération équilibrée, à laquelle les pays auraient pu finir par arriver, il semble aujourd'hui qu'ils tirent le constat d'une action américaine visant ce qu'ils appellent le « leadership mondial ». Vladimir Poutine a ainsi été conduit à aller sans doute plus loin qu'il ne l'avait imaginé en 2000-2001 et même en 2007. Mais, son action, même si elle fut autant réactive qu'active a contribué à l'échec du projet américain et à redistribuer les cartes. De ce point de vue, le retour de la Russie a été un événement marquant. La Russie a quelques arguments à faire valoir pour la constitution d'un grand « front » des pays refusant l'hégémonie américaine. Ce faisant, la Russie est contrainte d'affronter l'Europe. Non que cette dernière ait un quelconque projet en elle-même. Mais, par son alignement sur l'OTAN, elle entérine de fait un alignement avec la politique américaine. D'une certaine manière, une Europe réellement indépendante des États-Unis aurait été un partenaire, peut-être difficile mais essentiel pour la Russie. L'Europe actuelle, largement alignée sur les États-Unis n'existe tout simplement plus pour Vladimir Poutine.

La vision politique de l'environnement international, mais aussi de la possibilité de relations apaisées entre la Russie et l'Europe, de Vladimir Poutine et de ses conseillers est aujourd'hui nettement plus pessimiste que celle qu'ils pouvaient formuler quand ils sont arrivés au pouvoir en 2000 et cela aura des retombées en Russie même.

## **UNION EUROPÉENNE – RUSSIE : IL FAUT REVENIR AU PLUS VITE À LA RAISON**

**Francis Wurtz**  
député européen honoraire

Jusqu'où laissera-t-on dériver la relation Union Européenne-Russie ? Mesure-t-on bien la signification et la portée de la décision du gouvernement polonais – dont l'ancien chef est désormais Président du Conseil européen – de refuser d'inviter le premier dirigeant de la Russie à la commémoration de la libération (par l'armée rouge) du camp d'extermination d'Auschwitz, en cette année du 70<sup>e</sup> anniversaire de la capitulation nazie ! Certes, le conflit ukrainien constitue une insupportable tragédie. Mais la diabolisation de Vladimir Poutine ne permet ni de l'expliquer ni de le résoudre. D'autant qu'en l'occurrence, c'est le peuple russe lui-même qu'on a voulu "punir" sinon humilier en allant jusqu'à prétendre réécrire une page emblématique de son histoire, qui est, plus généralement, celle de toute l'Europe. Et pourtant, les 27 pays partenaires de Varsovie dans l'UE ont laissé passer l'outrage sans réagir. Même durant la période de confrontation Est-Ouest, alors que les sources de tensions ne manquaient pas, des voix fortes savaient s'élever pour sauvegarder l'essentiel dans les rapports de l'Europe occidentale avec Moscou. La France de De Gaulle en appelait à « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural » et l'Allemagne de Willy Brandt s'est distinguée avec « l'Ostpolitik ». C'est, paradoxalement – mais est-ce si étonnant que cela ?- depuis la fin de l'URSS que les liens entre les deux ensembles se sont dégradés jusqu'à la situation paroxystique que nous connaissons aujourd'hui.

Comment en est-on arrivé là, vingt-cinq ans après la fin de la guerre froide ? Et comment sortir de l'impasse avant que les dommages causés par cet aveuglement ne risquent de devenir irréversibles ? Un retour sur les grandes étapes de cette période aide à y voir plus clair sur des enjeux d'une brûlante actualité.

### ***DE LA « MAISON COMMUNE EUROPÉENNE » DE GORBACHEV À L'ALLÉGEANCE DE ELTSINE À L'OCCIDENT***

Avant même son accession au pouvoir, en 1985, Gorbatchev lance son concept de « Maison commune européenne », qu'il ne cessera ensuite de promouvoir. Il faudra attendre la fin de la décennie pour que cette idée commence timidement à se concrétiser. Ainsi, en 1988, la CEE et le Comecon établissent des relations officielles. La même année, les responsables soviétiques insistent, par delà le commerce, sur la dimension civilisationnelle de leur choix d'un « retour vers l'Europe » <sup>(17)</sup>. Le moins que l'on puisse dire est que les dirigeants occidentaux ne s'empressèrent pas de saisir cette occasion de consolider la stabilité, la coopération et la paix sur le continent ! On sait l'accueil glacial que réservèrent ses partenaires, notamment ceux d'Europe centrale – sans parler de l'hostilité affirmée des États-Unis...- à l'idée lancée par François Mitterrand le 31 décembre 1989 d'une « Confédération européenne » réunissant tous les États du continent – y compris, naturellement, ce qui était encore l'Union soviétique !

---

17 voir « Gorbatchev et la « Maison commune européenne »: une opportunité manquée ? » Marie-Pierre Rey – Institut François Mitterrand (12/3/2007)

Dans ce contexte, la « Charte de Paris pour une nouvelle Europe » adoptée par l'OSCE (novembre 1990) ne doit pas faire illusion : simple Déclaration de principes sur les droits de l'homme et les « Relations amicales entre les États participants », elle n'a pas eu d'influence sur les événements.

Ne considérant que les rapports de force entre les deux "camps", les principaux dirigeants occidentaux eurent tôt fait de laisser choir l' « homme de la perestroïka ». Comme le note Bertrand Badie avec beaucoup de pertinence : « Mikhaïl Gorbatchev fut humilié par le G7 tenu à Londres en juillet 1991 et qui avait mis à son ordre du jour l'aide à apporter à Moscou. Le Président fragilisé dût attendre de longues heures dans l'antichambre, alors que la plupart des Chefs d'État et de gouvernement réunis derrière la porte s'entendaient pour garder l'essentiel de leurs moyens financiers...en faveur de son probable successeur ».<sup>(18)</sup>

Les liens se réchauffèrent, en effet, sensiblement entre les "Européens" – ainsi que leur mentor américain – et la Russie à partir du moment où celle-ci était dirigée (?) par Boris Eltsine. Voilà enfin l'interlocuteur dont rêvait l'Occident ! Peu importe qu'il ait un comportement brutal et irresponsable jusqu'à faire bombarder par les chars...le Parlement de son pays (4/10/1993). L'essentiel est qu'il ait ouvert l'économie russe au grand vent du libéralisme le plus prédateur et troqué l'acceptation de l'élargissement de l'OTAN contre un strapontin à la table des "Grands" – le G8.

Pour prendre la mesure de l'état d'esprit qui guidaient peu ou prou les dirigeants occidentaux, à quelques lucides exceptions près, reportons-nous à ces paroles historiques du Président Bush – senior, pourtant beaucoup plus sérieux que son fils : « Grâce à Dieu, les États-Unis ont gagné la guerre froide. Un monde jadis divisé en deux camps armés reconnaît aujourd'hui la supériorité d'une seule puissance : les États-Unis ». <sup>(19)</sup> En cette même année 1992, le Pentagone publie un texte stratégique conforme à cette prétention hégémonique : il s'agit désormais pour Washington « d'empêcher toute puissance hostile de dominer les régions dont les ressources lui permettraient d'accéder au statut de grande puissance" ! <sup>(20)</sup> Cela concerne alors manifestement la Russie, mais tant qu'elle a à sa tête un homme comme Eltsine, le phare du monde libre peut dormir sur ses deux oreilles : en 1997 est même annoncé un « Acte fondateur OTAN-Russie ». Deux ans plus tard, cette période bénie prend fin : le héros alcoolisé de la démocratisation de la Russie tire sa révérence. C'est dire si, d'emblée, le successeur de cette marionnette ridicule ne suscita guère d'enthousiasme auprès de ses "partenaires" occidentaux... Pourtant, la conscience des intérêts mutuels prévalut des deux côtés.

## **NEGOCIATIONS RUSSIE-UE : « FAIRE JEU ÉGAL AVEC L'OCCIDENT" »**

"Faire jeu égal avec l'Occident" : cette nouvelle « priorité russe détermine largement ses positionnements face aux partenaires européens. Toutefois, le Kremlin n'entend pas s'affirmer contre l'Europe mais avec elle. Vouloir faire jeu égal avec l'UE, au sens donné par l'équipe dirigeante actuellement, se traduit en appels et attentes de coopérations, formalisés selon certains impératifs politiques et/ou économiques."<sup>(21)</sup> Cette observation judicieuse caractérise bien les intentions de la direction russe dès le début des années 2000. Le choix d'établir des

---

18 voir « Le temps des humiliés » – Bertrand Badie (Odile Jacob)

19 Discours sur l'état de l'Union (28/1/1992)

20 Paul Wolfowitz et Lewis Libby : « Défense Policy Guidance" »

21 « Les relations UE-Russie : Moscou pose ses conditions ». Laurent Vinatier (Institut Jacques Delors)

liens étroits et maîtrisés avec l'Union européenne est très clair. L'objectif est tout à la fois de redresser le pays et de le faire respecter. À cette fin, Poutine est décidé à user sans ménagement des atouts de son pays, en premier lieu de ses ressources en hydrocarbures.

Le cadre institutionnel de ces échanges économiques tout comme du dialogue politique entre l'UE et la Russie avait été fixé (pour une durée de dix ans reconductible) en 1994 : c'est l'« Accord de Partenariat et de Coopération ». Après 2000, ces relations se poursuivent et même s'amplifient dans un premier temps. Les Sommets russo-européens se succèdent. Ils portent aussi bien sur le « partenariat énergétique » ; sur l'attribution à la Russie du statut d'« économie de marché » qui fluidifie son commerce avec l'UE et facilite son adhésion à l'OMC ; ou encore sur la facilitation du transit (à travers l'UE élargie) entre l'enclave russe de Kaliningrad et la Russie proprement dite... Le moment le plus symptomatique et le plus prometteur de cette dynamique de coopération est le Sommet UE-Russie de Saint-Pétersbourg en mai 2003 – auquel sont conviés pour la première fois les représentants des dix futurs pays membres dont huit États d'Europe centrale (parmi lesquels trois anciennes Républiques soviétiques). Un « Conseil de partenariat » y est mis en place. Et surtout, on y pose les jalons de quatre « espaces communs » – économie ; liberté, sécurité, justice ; sécurité extérieure ; recherche et éducation – à établir de concert pour favoriser dans la durée l'épanouissement des coopérations entre les deux ensembles ! Moscou obtient satisfaction : la Russie ne sera pas un pays parmi d'autres concernés par la future « Politique européenne de voisinage », elle conclura avec l'UE un « partenariat stratégique » propre. Elle fera « jeu égal » avec l'Europe occidentale.

Cette perspective optimiste se heurtera malheureusement à partir de 2004 à de multiples contradictions. Suite à l'entrée des pays d'Europe centrale dans l'UE, la Russie est désormais frontalière de l'Union européenne, et qui plus est de l'OTAN. Cette situation plus qu'inédite exacerbe inévitablement les sources de tensions, d'autant que c'est parmi les dirigeants de ces pays que l'on compte les plus virulents lobbyistes anti-russes. C'est dans ce contexte que se produit la « révolution orange » à Kiev. La crise qui s'ensuit entre la Russie et l'Ukraine et l'usage par Moscou de l'« arme énergétique » – non sans répercussions sur ses clients ouest-européens – ont fortement entaché ses rapports avec l'UE, brusquement sensibilisée à sa propre dépendance au gaz russe. Inversement, le soutien ostentatoire et ouvertement provocateur de l'UE et de l'OTAN – aux côtés des États-Unis – aux nouveaux dirigeants ukrainiens érigés en héros de la liberté a fini de convaincre Moscou de la détermination intacte de l'Occident à saisir toute occasion propice à une déstabilisation de la Russie. Quant au rôle « d'avant-garde » joué dans cette offensive visant l'endiguement de la Russie par certains des tout nouveaux pays membres de l'UE – Pologne et États baltes en tête – il ne pouvait pas ne pas conforter le pouvoir russe dans ses plus fortes préventions contre la configuration géopolitique issue – en plus du renforcement de l'OTAN – de l'élargissement de l'UE. Les années suivantes ont malheureusement validé cette thèse.

2008 mérite, à cet égard, une mention spéciale. C'est l'année où doit commencer, selon le Département d'État américain, la construction des installations du « bouclier anti-missiles » en Pologne et en République tchèque. C'est aussi l'année où se tient le Sommet de Bucarest de l'OTAN (avril) au cours duquel – en présence du Premier Ministre russe !- un « plan d'action » pour l'adhésion à l'OTAN est proposé à l'Ukraine et à la Géorgie (Face à la réaction véhémement du dirigeant russe, la France et l'Allemagne s'opposeront à ce projet irresponsable). C'est l'année où est reconnue unilatéralement l'indépendance du Kosovo,



détaché par la force de la Serbie, amie de la Russie. Pour couronner le tout, c'est l'année où l'aventureux Président de la Géorgie, Saakachwilli – dopé par la glorification outrancière dont il fait l'objet de la part des États-Unis comme de l'Union européenne et prêt à tout pour narguer le voisin honni russe – fait donner l'assaut en Ossétie du Sud, s'attirant une riposte aussi foudroyante que prévisible de l'armée russe stationnée à un jet de pierre, en Ossétie du Nord...(août 2008)

Mais il est un autre événement de cette période qui doit retenir notre attention : le 5 juin 2008, donc après le Sommet de l'OTAN et avant le conflit en Géorgie, le Président russe Medvedev, dans un discours à Berlin, soumet à l'Union Européenne une proposition de grande portée visant à liquider une fois pour toutes l'héritage de la guerre froide. Il s'agit d'un Traité pan européen de sécurité en vertu duquel tout État et toute organisation internationale œuvrant dans l'espace euro-atlantique s'engage à ne pas renforcer ses propres mesures de sécurité aux dépens des autres nations ou organisations.<sup>(22)</sup> Ce sont bien l'élargissement continu de l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie ainsi que l'installation du « bouclier anti-missile » sur le sol européen qui sont en cause. Medvedev précise qu'un tel traité permettrait, en retour, d'aborder tous les différends existant entre l'UE et la Russie : le désarmement ; les « conflits gelés » (Transnistrie, Abkassie, Ossétie du Sud) ; les garanties d'approvisionnement en hydrocarbures ; les grands dossiers internationaux en suspens... On attend toujours la réponse de l'UE à cette offre exceptionnelle ! Incroyable, mais vrai. C'est que l'UE ne saurait tolérer que Moscou dicte ses conditions au parrain américain !

## **DU « PARTENARIAT ORIENTAL » AU CONFLIT UKRAINIEN**

Dans son retentissant discours à la Conférence de Munich sur la sécurité internationale de février 2007, Vladimir Poutine avait attiré l'attention sur les « obus non explosés » de la guerre froide : « Je pense aux stéréotypes idéologiques, aux doubles standards et autres clichés hérités de la mentalité des blocs » avait précisé le dirigeant russe. Quoiqu'on pense par ailleurs du personnage et de sa conception – au demeurant conforme aux « traditions » russes dans ce domaine – de l'exercice du pouvoir, son constat n'est, en l'occurrence, guère contestable. La façon dont s'est imposé le « partenariat oriental » en 2009 au sein de l'UE et ce qui en a été fait depuis lors en sont des illustrations.

Rappelons quelques faits. En mai 2007, la Commission européenne lance l'idée d'un troisième volet de la « politique européenne de voisinage » : après le « partenariat euro-méditerranéen » (censé rapprocher les peuples et les pays des deux rives), puis la « dimension nordique » (Approfondissement des liens entre Scandinavie, pays baltes, région de Saint-Pétersbourg...), elle lance le projet de « synergie de la mer noire ». En mai 2007, la Commission européenne lance l'idée d'un troisième volet de la « politique européenne de voisinage » : après le « partenariat euro-méditerranéen » (censé rapprocher les peuples et les pays des deux rives), puis la « dimension nordique » (Approfondissement des liens entre Scandinavie, pays baltes, région de Saint-Pétersbourg...), elle lance le projet de « synergie de la mer noire ». Toute une série de secteurs sont même déjà identifiés comme pouvant faire l'objet de ces nouvelles relations : la circulation des personnes, la sécurité, l'énergie, les transports, l'environnement, la politique maritime, la pêche, le commerce, la recherche, l'éducation... Des intentions louables, donc, et aucune exclusion.

---

22 voir « Horizons et débats » (11/1/2010) Esquisse d'un Traité de sécurité européen.

Cette nouvelle initiative est lancée en 2008. Aussitôt, la Pologne, appuyée par la Suède, demande la création d'un « partenariat oriental » s'adressant également à l'Ukraine, à la Moldavie, à l'Arménie, à l'Azerbaïdjan et à la Géorgie, auxquels peut s'ajouter la Biélorussie, mais en laissant à l'écart la Russie. Ce partenariat doit, lui aussi, développer les coopérations avec ces pays, mais « en leur offrant une intégration plus poussée dans différents domaines (visas, libre-échange, aide aux réformes internes et à l'alignement des législations sur l'acquis communautaire, contacts interpersonnels) » note un rapport du Sénat, qui poursuit : "D'autre part, (il s'agit de) créer une structure permanente de coopération multilatérale » entre l'UE et ces pays.<sup>(23)</sup> C'est naturellement l'Ukraine qui est d'emblée la cible principale de cette démarche. « À elle seule, (celle-ci) représente les trois cinquièmes de la superficie et de la population cumulées des six partenaires orientaux » rappelle un expert, qui souligne par ailleurs la proximité historique de Varsovie avec une partie de ce pays, puisque « l'empire polono-lituanien couvrait les deux-tiers occidentaux de l'Ukraine actuelle au 16<sup>e</sup> siècle ».<sup>(24)</sup> La division historique et culturelle du pays est donc bien connue du principal initiateur du « partenariat oriental ».

La conception de ce projet soulève immédiatement de vives controverses au sein du Parlement européen. Le groupe socialiste présente même une forme de contre-projet intitulé « Union pour la Mer Noire » (sorte de pendant – relatif – à l' « Union pour la Méditerranée » défendue par la France). Celui-ci vise notamment à prendre en considération le fait que « tous les États non membres de l'Union européenne autour de la mer Noire appartiennent à l'ère post-soviétique, à l'exception de la Turquie (...) quand la Russie continue d'être un acteur significatif ». Pour ces raisons, « la Russie devrait être invitée à coopérer étroitement avec l' « Union pour la mer Noire » dès le début ». <sup>(25)</sup> Des voix s'élèveront, notamment à l'Est, contre cette « prudence manifestée par l'UE à l'égard des anciennes républiques soviétiques, généralement perçues comme instables ». Relayant cette critique, une revue spécialisée dans l'analyse des enjeux de l'Europe orientale enfonce le clou : « En outre, tendant à considérer que l'Ukraine se situe dans la zone d'influence russe, les anciens pays membres de l'UE – tels que la France – ont longtemps préféré ne pas trop intervenir dans cet espace et privilégier de bons rapports avec la Russie ».<sup>(26)</sup>

De fait, la donne a changé avec le grand élargissement : « L'Union n'aurait certainement pas agi en Ukraine de la même manière avant qu'après l'entrée de dix nouveaux États membres le 1<sup>er</sup> mai 2004, avec leur histoire et leur sensibilité propres », reconnaît le Ministère français des Affaires Étrangères.<sup>(27)</sup> L'UE adopte finalement le « partenariat oriental ». Lancé au Sommet de Prague en 2009, puis conforté à celui de Varsovie en 2011, il devait aboutir à la signature du fameux « Accord d'association UE-Ukraine » au Sommet de Vilnius (Lituanie) en 2013. Le jour de l'ouverture de cette réunion, on peut lire sur « Toute l'Europe », le plus important portail d'informations sur l'Union européenne, ce commentaire prémonitoire : « L'Europe ou la Russie ? (...) Le Partenariat oriental est en passe de devenir un terrain propice aux luttes d'influence entre Bruxelles et Moscou. » On connaît la suite. « Les élites

---

23 Rapport d'information No 451 au nom de la Délégation pour l'UE sur la Politique européenne de voisinage.

24 « Le partenariat oriental de l'Union européenne » Entretien de Pierre Verluise (IRIS) avec Florent Parmentier. (Février 2013)

25 voir Agence "Europolitique" (5/6/2008)

26 Voir Édita Skora : " Revue « Regard sur l'Est » (17/3/2014)

27 voir « Qu'est-ce que la PESC ? » sur le site du Ministère des Affaires Étrangères.

qui dirigent l'Union européenne ont fait preuve d'un véritable amateurisme – analyse Andreï Gratchev, ancien conseiller de Mikhaïl Gorbatchev-. Je préfère espérer que ces bureaucrates ont réveillé un volcan de rancœurs par ignorance. " (28)

Et maintenant ? Quels enseignements les Européens gagneraient-ils à tirer de ce désastre annoncé, à la fois pour mettre un terme à la guerre en Ukraine et pour jeter les bases d'une sécurité durable sur tout le continent ?

D'abord, l'UE doit tenir à distance le "protecteur" américain. Loin du "front" et sans intérêt stratégique majeur, aujourd'hui, dans la région, Washington ne risque rien à lâcher ses "faucons" pour tenter de restaurer à peu de frais son "leadership". Face aux coups de menton du Congrès républicain mais aussi du nouveau Secrétaire à la Défense de l'Administration Obama, Ashton Carter, favorable à la livraison d'armes à l'Ukraine en plus du renforcement des forces de l'OTAN dans l'Est de l'Europe, la réaction clairement hostile à cette orientation de la part de l'Allemagne et de l'Italie est à noter positivement. Reste à mesurer, à la faveur de cette crise, ce qu'il peut en coûter, à force de concessions excessives aux jusqu'au-boutistes, notamment polonais et baltes – en plus des Britanniques-, de laisser se constituer un lobby d'ultra-atlantistes et de fanatiques anti-russes au sein de l'UE ! Il faudra en tirer les conclusions plutôt que de s'enfermer dans une logique de sanctions sans issue pour personne. La nouvelle « Haute-Représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la sécurité », Federica Mogherini, semble aussi ouverte au changement qu'impuissante à le promouvoir. Dans ce contexte, l'initiative franco-allemande de Minsk est bienvenue, mais, naturellement, loin du compte.

En réalité, l'UE a besoin d'une réévaluation en profondeur de sa relation à Moscou. Sa décision de renégocier, avec Kiev et Moscou, le contenu de l' « Accord d'association » qui avait été l'élément déclencheur du désastre, en plus d'être dramatiquement tardive, n'est évidemment pas à la hauteur de l'enjeu stratégique que représente l'entente et la coopération des deux grands ensembles européens ! Les principaux dirigeants de l'UE pourraient, à cet égard, méditer utilement le "testament" politique d'un ancien dur parmi les durs de l'affrontement entre les États-Unis et l'Union soviétique, qui fut à ce titre appelé par Georges W. Bush à diriger la CIA puis le Pentagone : Robert Gates. « L'extension de l'OTAN, si rapidement après l'effondrement de l'Union soviétique, à nombre d'États jusqu'alors sous tutelle de Moscou, fut une erreur – confesse-t-il-. Les Occidentaux (...) n'ont pas mesuré l'ampleur de l'humiliation ressentie par les Russes avec l'éclatement de l'URSS"(29). Celui qui se présente lui-même comme un « vieux guerrier de la guerre froide » fustige aujourd'hui « l'arrogance » occidentale et attire l'attention sur la part que celle-ci a prise dans la montée de l'esprit de revanche en Russie. « Dans le monde d'aujourd'hui, nous faisons tous face à des problèmes et des défis que nous devons affronter en partenariat avec d'autres pays, y compris la Russie – insistait déjà le même Robert Gates en 2007, à la Conférence de Munich déjà citée – Une guerre froide, ça suffit " !

Plus généralement, une fois que les armes se seront définitivement tuées en Ukraine, et que la double question incontournable – le « statut spécial » des régions orientales et la neutralisation du pays – auront trouvé une réponse adéquate, le moment sera (re)venu de se

---

28 voir « L'Europe est responsable du Tchernobyl politique en Ukraine » (Entretien dans l'Humanité-Dimanche (4/11/2014)

29 Extraits des Mémoires de Robert Gates (Janvier 2014) cité par Alain Frachon dans « Le Monde » (7/3/2014)

pencher collectivement sur l'avenir du continent tout entier afin d'y « assurer les conditions dans lesquelles les peuples puissent vivre dans un état de paix véritable et durable à l'abri de toute menace ou atteinte à leur sécurité ». C'est par ces mots que commence l' « Acte final de la Conférence d'Helsinki », adopté le 1<sup>er</sup> août 1975. Quarante ans plus tard, la situation de l'Europe et du monde a connu les bouleversements que l'on sait. Mais si la donne a changé, les principes essentiels de cette Conférence et « l'esprit d'Helsinki » n'ont guère pris de rides. L'heure d'un courageux retour aux sources a sonné.

## **GRAND NORD : des enjeux climatiques aux enjeux économiques et stratégiques**

**Jacques Le Dauphin,**  
directeur de l'Institut de documentation et de recherches sur la paix

Durant des siècles le Grand Nord, quasiment inhabité, peu exploré, représentait une tâche blanche dans les manuels de géographie. Espace longtemps délaissé, perçu comme enfermé dans ses glaces éternelles, il suscite aujourd'hui un intérêt nouveau.

Déjà au début des années 90, dans un ouvrage <sup>(30)</sup>, l'Amiral Besnault élabore le concept « d'Arcticité ». La renommée de l'auteur, tant au niveau de l'enseignement supérieur militaire qu'à celui de ses études stratégiques fit que cet ouvrage rencontra un grand intérêt. Le Grand Nord n'était plus une exception et se trouvait arrimé au reste de la planète. Près de quinze ans après, le concept « d'Arcticité » élaboré appelle sans nul doute adaptation sinon révision sur nombre d'aspects. Le sommet du monde est devenu brusquement un espace nouveau. L'accélération brutale de la fonte des glaciers et de la banquise se traduit par la perte d'un million de kilomètres carrés de glaciation, ce qui constitue une chute extrême. C'est un indice du réchauffement climatique de la planète. Est souvent évoqué le Rapport 2007 du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat. Il souligne que le réchauffement de la planète, dû en grande partie à l'activité humaine, aura de nombreuses conséquences sur toute la région Arctique, à savoir les peuples autochtones, comme les Inuits et pour la faune, comme en particulier les ours blancs, dont les 2/3 risquent de disparaître d'ici à 2050, les poissons, les baleines, les phoques... Cela se traduirait par des conséquences extrêmement graves sur l'écosystème et les conditions de vie de tous les continents. Est évoqué notamment à ce sujet la fonte des glaciers du Groenland, puisant de l'eau douce pour un milliard de kilomètres cubes transitant vers l'océan, changeant la salinité, la température. Il y a de quoi disent certains, à démolir le Gulf Stream avec les conséquences qui en résulteraient. Cette situation recèle de graves menaces pour la planète. Cependant sans être niées elles sont souvent occultées au profit des champs d'interventions économiques et stratégiques ouverts par cette situation.

### ***L'Arctique, nouvel eldorado et pomme de discorde***

Le rétrécissement des banquises du Grand Nord fait apparaître de nouveaux fonds marins, de nouvelles îles, et des passages maritimes inédits. Ces nouvelles routes navigables sont importantes, car elles permettraient de relier l'Europe à l'Asie, ce qui représenterait un gain de 8000 kilomètres par rapport aux passages classiques par le canal de Suez. 10 à 15% du trafic maritime y transiteraient.

Cette perspective de raccourcissement des routes maritimes se heurte à nombre de difficultés, touchant le statut des eaux et des rivages concernés, ainsi que leur attribution conformément au droit national et de la mer. Ottawa considère cette route comme faisant partie de ses eaux territoriales tandis que Washington, l'Union européenne, le Japon et la

---

30 « Géostratégie de L'arctique » par l'Amiral Besnault-Economica 1992

Chine revendiquent un statut international libre de tout droit de passage. Toutes les marines du monde, civiles, militaires vont vouloir les emprunter. Le rétrécissement des banquises du Grand nord ouvre aussi l'accès à de nouveaux fonds marins, à de nouvelles ressources naturelles lesquelles retiennent l'attention de nombreux pays. Qu'on en juge, les 1,2 millions de kilomètres carrés de fonds marins dégagés contiennent des réserves gigantesques de pétrole et de gaz, de même que d'importants gisements d'or, d'étain, de nickel, de manganèse, de plomb, de platine et d'autres minerais rares. Selon une étude de « l'US Geological Survey » se trouveraient le quart des ressources « conventionnelles » d'hydrocarbures restants encore à découvrir, soit 8,3 milliards de barils de pétrole (deux années et demi de consommation mondiale actuelle) et de 44 trillions de M<sup>3</sup> de gaz, soit à peu près trois siècles des exportations annuelles de Gazprom vers l'Europe. C'est pourquoi une course de vitesse est engagée pour le contrôle et l'exploitation de telles ressources. Les États riverains tentent de disséquer « la couronne de neige » de la planète, chacun à sa main. Naturellement les uns et les autres sont prêts à partager, mais de manière à accaparer la plus grande partie possible du Sésame minéral sous-marin qu'est le plateau continental. Le processus de délimitation des frontières maritimes est en cours. Cette ruée vers le toit du monde conduit à des rivalités entre États.

Ainsi L'Arctique dans sa nouvelle configuration devient une préoccupation stratégique majeure pour Washington, Moscou, Ottawa, Oslo, Copenhague <sup>(31)</sup>.

Comme le soulignent R. Labévrière et François Thal dans leur livre « la bataille du Grand Nord a commencé »<sup>(32)</sup>. Les litiges de propriété sont multiples concernant tout particulièrement la « dorsale Lomonossov », chaîne de montagnes marines, potentiellement riche en hydrocarbure. Elle est revendiquée par la Russie qui la considère dans sa plus grande partie comme une extension de la Sibérie. L'Arctique représente d'énormes enjeux pour la Russie <sup>(33)</sup> : 40% de l'ensemble du territoire au-dessus du cercle polaire se trouvent sur son territoire, 95% de son gaz, 75% de son platine, 98% de son nickel et de son cobalt et 60% de ses réserves de cuivre. Ainsi l'Arctique est en mesure de fournir à la Russie des revenus substantiels pendant des décennies, constituant un des moteurs de son développement ; d'où de sa part une attention aiguë. On se souviendra à ce sujet qu'une expédition russe avait symboliquement et de manière spectaculaire planté un drapeau national à plus de 400 mètres sous le pôle. De son côté, le Danemark affirme que cette dorsale est une extension du Groenland, territoire danois autonome. En août 2007, une expédition danoise a passé au crible les fonds marins pour justifier leur revendication. Le Canada revendique aussi sa part de sous-sols marins. Les États-Unis s'intéressent eux aussi au problème à partir de l'Alaska. La Norvège affirme avec vigueur sa composante Arctique... Ces revendications controversées créent naturellement une situation conflictuelle, un véritable bras de fer.

### ***Un bras de fer armé***

Ce bras de fer est lourd de dangers, dans la mesure où se développent des moyens militaires pour appuyer les diverses positions. Depuis le début de l'année 2009, les États-Unis ont indiqué à maintes reprises, leur intention d'établir leur revendication territoriale et d'étendre à cet effet leur présence militaire dans le Grand Nord, à savoir le cercle polaire et les eaux qui s'y relient, la mer de Barents et de Norvège. Ainsi des exercices militaires en conditions extrêmes sous la banquise se poursuivent, avec des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et sous-marins d'attaque, des radars perfectionnés de longue portée. Washington a émis une directive présidentielle de sécurité qui indique « Les États-Unis ont des intérêts de sécurité nationale fondamentaux dans la région de l'Arctique et sont disposés

---

31 essai :vision stratégique de 2004 par le général J.L.Sones et l'amiral P.E. G Gambastiani

32 La bataille du Grand nord a commencé par Richard Labévit et François Thual-Perrin 2009

33 Marlène Laruelle : « Russia Artic Strategie and the future of the far North »

à agir, individuellement ou en conjonction avec d'autres États pour protéger ces intérêts ». Compte-tenu du leadership américain sur l'Alliance atlantique on ne s'étonnera pas du soutien accordé par l'OTAN laquelle a tenu dans la capitale de l'Islande une conférence intitulée « Perspectives en matière de sécurité dans le Grand Nord » à laquelle assistaient les plus hauts commandants militaires de l'Alliance. Cette conférence invita tous les pays membres, individuellement ou collectivement à accroître leurs capacités de combat dans le Grand Nord. Des mesures significatives ont déjà été prises au niveau de plusieurs États. Ainsi le Danemark a créé une « Task Force » dédiée à l'Arctique, principalement au Groenland et dans les îles Féroé. Le parlement danois a approuvé la création d'une force d'action rapide, le renforcement des patrouilles maritimes, la création d'un « commandement Arctique ». On ajoutera que les forces armées danoises dispose aussi d'une unité de reconnaissance opérant avec des traîneaux basés au Groenland. Concernant la Suède, l'incorporation du pays à l'OTAN, malgré une forte opposition dans le pays, est préparée de façon méthodique depuis plusieurs années. Le ministre de la défense Sten Tolgfors a annoncé « La plus grande restructuration des forces armées de la Suède de l'ère moderne ». La Finlande elle aussi a décidé d'intégrer l'OTAN. On notera que ce pays a une frontière de 1300 kilomètres avec la Russie. Des pilotes de l'armée de l'air des États-Unis se sont rendus sur place pour entraîner des pilotes finlandais dans la procédure du ravitaillement en vol comme on en utilise dans les missions et opérations militaires à long cours. Des exercices avec la participation de Hornet F18 de la marine et d'un Stratotanker KC135 ont montré la possibilité d'un déploiement à l'extérieur de la Finlande pour soutenir les forces de l'OTAN. Quant à elle, la Norvège a annoncé le déplacement de son quartier général de son commandement opérationnel du sud du pays, dans le nord de l'Arctique. C'est le premier pays à déplacer son commandement militaire dans l'Arctique. Le Parlement a affecté des crédits importants à la modernisation pour son action dans l'Arctique. Le Canada lui aussi déploie de nouvelles structures militaires dans l'Arctique et dit haut et fort tout l'intérêt de son espace qu'il veut protéger. Le premier ministre canadien a annoncé la commande de huit frégates militaires pour patrouiller sur la frontière arctique. La marine et l'armée de l'air allemandes retournent dans le voisinage de Saint-Pétersbourg. Des avions allemands vont prendre en charge la patrouille balte de l'OTAN dans la mer Baltique. Bien que sommaire le bilan est en lui-même significatif. Ce descriptif a bénéficié des études intéressantes, celle de Rick Roaff (juillet 2009) et celle de Patrick Simon (juin 2009).

À cette restructuration de chaque pays il convient d'ajouter les initiatives multilatérales. On a assisté à des manœuvres militaires « Loyal Arrodew 2009 » en vue d'une force d'action rapide de l'OTAN, qui eurent lieu en Suède et auxquelles participaient : États-Unis, Allemagne, Italie, Norvège, Danemark, Pologne, Portugal, Turquie, Finlande, Suède. Ce fut un grand exercice, un véritable pied de guerre dans la Laponie suédoise : 2000 soldats, un porte-avions, 5 chasseurs dont le F15 Eagle de l'armée américaine basé en Alaska. À ces manœuvres on ajoutera les exercices de guerre « Joint Warrior » de l'OTAN près des côtes de l'Écosse dans la mer du Nord reliée à la mer de Norvège, limitrophe à l'océan Arctique, l'opération « Northern Edge » menée par les États-Unis en Alaska, les patrouilles aériennes au-dessus de l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, à cinq minutes de vol de Saint-Pétersbourg. Ainsi on peut considérer que l'OTAN a établi une puissance armée dans le Grand Nord.

### ***Les réactions russes***

La Russie considère, non sans raisons, qu'un tel déploiement ne peut qu'être dirigé contre elle. En effet elle ne voit pas quel autre adversaire serait concerné. Elle y voit une menace pour ses intérêts dans l'Arctique, une menace pour sa sécurité. Un document du conseil de sécurité russe stipule « la nécessité de créer dans la zone Arctique un contingent de forces de destination générale, de troupes, ainsi que de formations armées et d'organes capables de garantir la sécurité militaire dans toutes les conditions, quelle que soit la situation politique

ou la situation militaire ». On notera que dans ce document la Russie définit l'Otan comme son principal ennemi. Le document préconise aussi la création d'un « système efficace de gardes-côtes du service fédéral de sécurité dans la zone Arctique ». Ainsi Poutine remilitarise le front polaire, investit dans les ports en eau profonde et notamment celui de Mourmansk, avec la volonté de créer un pont de l'Arctique entre Mourmansk et la baie d'Hudson au Canada. Le ministre russe de la défense coordonne le déploiement des forces aériennes de la station de Barneo dans l'Arctique. Tous les matériaux nécessaires à la démarcation de la zone Arctique russe, fondées sur le droit international devraient être rassemblés d'ici 2020. Autrement dit la Russie entend prouver que la dorsale « Lomonossov » fait partie du plateau continental russe et donc du territoire russe et qu'elle est prête à défendre cette option militairement si nécessaire. Dans le même temps la Russie dénonce l'offensive de l'OTAN, organisation qui selon elle, n'a pas sa place dans l'Arctique. Dmitri Rogozine ambassadeur russe auprès de l'OTAN a pu déclarer dans une conférence de presse : « L'engagement de l'OTAN dans les règlements en Arctique doit être interprété tout simplement comme la volonté d'utiliser l'Alliance en tant qu'instrument dans la lutte pour les ressources ».

### ***Nouvelle guerre froide ?***

Alors une nouvelle guerre froide se dessine-t-elle avec comme centre de gravité l'Arctique ? Pour le moins la tension est réelle, et se durcit. Va-t-on vers une nouvelle course aux armements, dans laquelle l'OTAN contribuerait pour une large part ? Les pays riverains ont chacun leurs revendications spécifiques, parfois contradictoires, toutefois ils tendent à se réunir sous la bannière de l'OTAN, vis-à-vis de la Russie. Serait-ce une nouvelle version de la stratégie du « refoulement » mise en œuvre en Europe de l'est ? Certes le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Newport fin 2014 a consacré, actualité oblige, une part importante de ses travaux à la crise ukrainienne et aux menaces de l'État islamiste, toutefois la lecture de la déclaration finale montre que le Grand Nord retient toute l'attention de l'Organisation, car elle exprime la volonté de préparer l'alliance atlantique aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, avec adaptation aux conflits modernes, et être en mesure de réagir au-delà de son périmètre d'origine. La tension est perceptible et source de dangers. Or il serait possible d'envisager une alternative à ce bras de fer armé pour régler les problèmes litigieux et au lieu et place de la course aux armements engagée, de développer des coopérations bilatérales.

La restructuration des forces militaires dans l'Arctique est certes d'ampleur, mais on notera qu'elle concerne, à quelques exceptions près, les pays riverains de l'Arctique. Or l'Organisation compte 28 membres. Sans s'opposer à cette intervention plusieurs pays restent dans une prudente réserve.

### ***Quelle autre voie possible***

N'y aurait-il pas une alternative possible à ce bras de fer armé pour résoudre les problèmes posés dans le Grand Nord ? Au lieu et place de la course aux armements engagée dans la région il serait possible de développer des coopérations bi-latérales. Les pays arctiques peuvent eux-mêmes, pacifiquement, par la voie diplomatique, régler les divergences, sous l'autorité de l'ONU. Illusion ? Il convient de rappeler qu'il existe déjà des accords internationaux. En 1959, une douzaine de pays signait le Traité sur l'Antarctique, lequel avait pour premier objectif de faire en sorte que cette zone soit conçue exclusivement pour des fins pacifiques. Ce traité n'a jamais été violé à ce jour. Pourquoi ce qui a été possible en Antarctique ne serait-il pas possible en Arctique ? D'autant que l'on ne part pas de rien. Il existe déjà un code international établi par la Convention de Montégo Bay, rédigée en 1982 et entrée en vigueur à partir de 1996. Cette convention a précisé la notion de zone économique exclusive, ainsi que la définition du plateau continental. Les deux clauses seraient suffisantes pour aborder nombre de problèmes territoriaux. Cette convention est un



puissant document de droit international, presque une constitution maritime, susceptible de régler tout ce qui peut se faire à la surface de l'océan, au-dessus de lui et sous lui. Bien que signée par de nombreux États, tous ne l'ont pas ratifiée, notamment les États-Unis. Il reste qu'au regard de la situation aujourd'hui avec les divergences aiguës évoquées, on ne peut guère espérer, qu'un nouvel accord puisse intervenir à courte échéance. Cependant le rapport de force militaire n'est pas susceptible de régler les problèmes, mais au contraire de les attiser davantage, sinon à conduire au conflit armé. Un changement de cap s'avère nécessaire.

### ***Et la France ?***

La France est aujourd'hui membre à part entière des structures militaires intégrées de l'OTAN. Elle est concernée de facto par les opérations menées. Pour celles de l'Arctique sans s'opposer ouvertement aux interventions elle n'a pas contribué de manière significative aux manœuvres militaires qui se sont déroulées. Néanmoins sa position exacte reste à cerner. Ces dernières années, Michel Rocard a été nommé ambassadeur de France, chargé des relations aux pôles arctique et antarctique. Sa connaissance de ces régions est indéniable. Conscient des enjeux, il a déclaré : « L'Arctique est une zone de non-droit où n'importe qui peut faire n'importe quoi. Elle est maintenant le sommet de tous les conflits planétaires ». Outre ce constat il a tenu à souligner que « la France offre une diplomatie de l'intérêt général ». La voie diplomatique est sans aucun doute la voie pour tenter de surmonter les problèmes inhérents au Grand Nord. Reste à la faire prévaloir dans le contexte actuel. Par ailleurs on se doit de souligner que si la diplomatie arctique est susceptible d'influer les tensions existantes elle n'offre pas d'alternative au réchauffement de la planète. En effet les projets projetés dans le Grand Nord sont susceptibles au contraire d'aggraver fortement les choses. Par exemple la GIEC dans un rapport propose de « renoncer à 80% des énergies fossiles qui sont sous nos pieds » ; rapport qui sera présenté à la Conférence internationale sur le climat. On peut se douter qu'un tel objectif sera difficile à réaliser. Mais à ce sujet que penser des forages des fonds marins envisagés en Arctique ? Ils s'inscrivent à contrario d'une telle recommandation. Comme le souligne fort justement Nicolas Hulot, envoyé spécial de François Hollande pour la protection de la planète : « l'enjeu se situe entre transition énergétique ou adaptation climatique ».

Enjeux stratégiques, économiques et écologistes apparaissent contradictoires dans le Grand Nord

# « *Réchauffement climatique et avenir du genre humain* »

Paul Sindic  
auteur de « Urgences planétaires »

L'avenir des générations futures va dépendre, en bonne part, de la manière dont les générations actuelles prendront ou non conscience de la nécessité absolue de maîtriser le réchauffement climatique dès que possible, en y consacrant tous les moyens nécessaires. Cette prise de conscience ne va pas encore de soi.

## *L'état des lieux*

Depuis 1990, les premières discussions internationales sur le sujet n'ont abouti qu'aux timides engagements de réduction des émissions de « gaz à effet de serre » (GES) des pays développés occidentaux, de la Russie et des anciens pays de l'Est européen, formulés dans le protocole de KYOTO, signé en 1997 (5,5% de réduction par rapport au niveau de 1990 pour les USA, plus gros pollueur de la planète - engagement non ratifié par le Congrès US ; 8% pour l'UE - à répartir de manière différenciée entre ses membres, avec stabilité pour notre pays, vu son avance, etc.).

Parallèlement, la réalité du réchauffement climatique était niée ou minimisée, soit par quelques hommes de science (en général non climatologues), en quête de célébrité comme Claude Allègre en France, soit par les lobbies charbonniers, pétroliers, gaziers, voire même par certains États charbonniers ou pétroliers, aux USA, récusant toute mise en cause des combustibles fossiles, soudoyant journalistes ou pseudo-chercheurs peu scrupuleux ou vénaux. Cette tendance reste puissante aux USA et a bloqué jusqu'ici tout engagement de ce pays.

## Le Rapport du GIEC de 2014

Si la complexité des phénomènes climatiques mérite que le réchauffement planétaire soit toujours évalué avec un esprit ouvert (ex. Influence des cycles solaires, d'éventuelles éruptions volcaniques d'envergure, évolution de la nébulosité globale, des capacités de stockage de CO<sub>2</sub> ou de relâchement du méthane par les zones arctiques marines et terrestres, influence de la déforestation, etc.), il n'en demeure pas moins qu'un consensus s'est progressivement dégagé chez les spécialistes concernés.

Il est formalisé notamment dans le dernier rapport du groupe de travail I du GIEC (regroupant des centaines de climatologues analysant les dernières avancées scientifiques planétaires en la matière), publié fin 2013 et dont les principales conclusions peuvent être synthétisées ainsi :

- Confirmation que tous les efforts doivent être faits pour que l'accroissement de la température planétaire moyenne ne dépasse pas 2°C.

Mais il faut noter tout de suite que ce chiffre est contesté par les pays les plus vulnérables, notamment par l'Alliance des petits pays insulaires (39 pays pour 63 millions d'habitants qui, à ce niveau de réchauffement, s'estiment condamnés à devenir en majorité des réfugiés climatiques).

Ils n'ont pas été écoutés par la communauté internationale lors de la Conférence climatique de 2009 à Copenhague, ce qui est assez inquiétant. Les classes dirigeantes des pays les plus puissants peuvent violer impunément leurs engagements, sans que leur soient appliquées les sanctions prévues, alors que le sort de millions d'habitants de petits pays n'intéresse personne, car le poids politico-économique de ces derniers est faible.

- Autre conclusion, si les pays occidentaux développés et les grands pays émergents continuent sur la lancée actuelle et ne s'engagent pas à plafonner leurs émissions de GES dès que possible (2020-2025) et à réduire drastiquement les dites émissions ensuite, dès 2030-2040, taux atteignant 70 % en 2050 pour les pays développés, notamment via de forts

reculs de leurs consommations d'énergies carbonées PGC (pétrole, gaz, charbon) et via des économies d'énergie, l'augmentation de la température moyenne planétaire pourrait atteindre 4,5 à 5°C vers la fin de ce siècle. Elle entraînerait notamment à cet horizon une montée du niveau des océans de l'ordre de 1m. qui se poursuivrait ensuite au cours des siècles à venir. (rappel des impacts potentiels : fonte calotte glaciaire du Groenland (déjà en cours) : 7 m. de montée du niveau océanique ; fonte Antarctique Ouest (déjà en cours), 7m. également, fonte totale Antarctique : 60 m.). Rappel : 60 % de la population mondiale vit dans des zones côtières.

Soit un énorme fardeau pour les générations à venir (dizaines, voire centaines de millions d'êtres humains transformés en réfugiés climatiques, reconstruction massive d'infrastructures de tous ordres). Les dites générations maudiraient alors, n'en doutons pas, notre irresponsabilité actuelle.

- Dans la ligne des perspectives ainsi définies, le GIEC préconise en conséquence une évolution rapide vers une électricité la plus décarbonée possible afin de substituer au maximum celle-ci aux énergies fossiles dans leurs divers usages (transports, bâtiments - habitat et tertiaire, industrie). A noter qu'au sein de l'Europe occidentale, seuls trois pays ont actuellement une électricité totalement ou très fortement décarbonée : La Norvège (à 100% via l'hydraulique), la Suède (à 100%, nucléaire +hydraulique), la France (à 90 %, nucléaire+hydraulique essentiellement ) et sont donc nettement en avance pour remplir les objectifs du GIEC.

- Enfin, après l'échec relatif de la Conférence climatique de 2009, la dernière période a vu reconnaître le principe que chaque pays devrait prendre des engagements, en fonction de sa situation propre, soit de plafonnement et/ou de réduction de ses émissions de GES ou de moindre progression de celles-ci (cas notamment des pays en développement-PED), (Conclusion de la Conférence de Lima de décembre 2014).

- Par ailleurs, le groupe de travail III du GIEC, chargé de proposer des solutions économiques permettant de financer la maîtrise du réchauffement climatique, composé pour l'essentiel d'économistes de tendance dominante néolibérale, a proposé des solutions tout à fait en ligne avec cette idéologie. Maintien pour les entreprises du marché des permis d'émission, bien qu'il ait déjà prouvé son inefficacité totale (prix de la tonne de carbone ridiculement bas), véritable incitation à ne rien faire.

Il n'a en effet qu'un seul mérite, minimiser toute charge de maîtrise du réchauffement climatique pour les entreprises et le capital. Celle-ci est reportée en fait (en France via la CSPE, le projet de taxe carbone) sur des consommateurs, déjà étranglés par ailleurs, en état de précarité énergétique pour nombre d'entre eux.

La revendication, formulée à Copenhague par les PED, rassemblés dans le groupe dit des « 77 » (en fait, 130 pays désormais) de se voir attribuer une aide internationale pour leur permettre de faire face aux conséquences négatives du réchauffement (impact sur l'agriculture, déplacement de populations, etc.), avait été en principe satisfaite avec la promesse d'une aide s'élevant à terme à 100 milliards de \$/an. En réalité, depuis, la dite aide n'a pas dépassé 10 milliards de \$, provoquant la colère du « groupe des 77 ».

## La Conférence climatique de Paris (Décembre 2015)

Dans cette situation aux enjeux cruciaux pour le devenir de l'humanité, la prochaine Conférence de Paris revêt une importance décisive.

Elle doit être précédée de diverses réunions internationales, dont une sous l'égide du SG des Nations-Unies, Ban Ki-moon, qui devrait se tenir le 29 juin 2015. Celui-ci demande que tous les États y viennent avec leurs propositions de réduction de manière à laisser un espace de temps suffisant pour des négociations visant l'amélioration des dites propositions. Selon toutes probabilités, la Conférence de Paris verra un afflux considérable de chefs d'État, de personnalités et mouvements environnementaux en tous genres, mais aussi, ce

qui est nouveau, de responsables de multinationales prétendant que les États ayant fait la preuve de leur impuissance à régler ces problèmes, eux étaient prêts à prendre le relais (moyennant évidemment des profits exorbitants, voir exigences de rentabilité actuelles du capitalisme « vert » en Europe).

Pour l'instant deux indices montrent que le succès de cette Conférence n'est nullement garanti.

Tout d'abord, les fortes réticences occidentales à concrétiser les engagements théoriquement pris envers le groupe des « 77 » (versement de 100 milliards \$/an, d'ailleurs nettement insuffisants) persistent.

Par ailleurs, le récent « Accord sino-américain », énumérant les engagements de ces deux pays, champions planétaires des émissions de CO<sub>2</sub>, pour la Conférence de Paris, est un texte d'engagements en trompe l'œil, destiné à désamorcer d'emblée les critiques qui peuvent être légitimement faites à ces deux pays, à éviter toute polémique entre eux à ce sujet, chacun d'eux accordant en fait un satisfecit à l'autre.

En effet, la proposition US (- 26 % par rapport à 2005) ne permet en réalité que de gagner quelques % par rapport aux engagements non remplis des USA au titre du Protocole de Kyoto (+ 22,5% en 2005 par rapport à ces derniers), alors même que les USA battent le record d'émissions de CO<sub>2</sub> parmi les grandes puissances : 16 tCO<sub>2</sub>/hab.an (France 5tCO<sub>2</sub>/hab.an). De surcroît, la majorité républicaine au Congrès, si elle reconnaît désormais plus ou moins qu'il y a un réchauffement climatique, continue à nier que les combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz) y sont pour quelque chose et continuera, vraisemblablement, à rejeter, a priori, tout engagement de réduction.

Pour la Chine, les choses sont plus subtiles. Ce pays a admis le principe d'un plafonnement de ses émissions vers 2030.

Il a fait des efforts au cours des dernières années pour diminuer son intensité énergétique, et donc ses émissions de CO<sub>2</sub> par unité de PIB. Malgré cela, vu le taux de croissance moyen de son PIB ces dernières années, 7,5 %, ses émissions de CO<sub>2</sub> continuent à croître à un taux moyen annuel de l'ordre de 3%, ce qui en 2030 donnerait un accroissement des émissions chinoises de CO<sub>2</sub> par rapport à 2015 de l'ordre de 60 %. Étant donné le poids de ce pays, cela est clairement inacceptable.

- En fait, la Chine s'engage bien sur la longue durée dans un programme de réduction de ses émissions (construction de 3 à 400 réacteurs nucléaires d'ici 2030-2040, remplacement progressif du charbon par le gaz dans les grandes agglomérations (pollution atmosphérique provoquant de graves problèmes de santé publique du fait d'une consommation de charbon multipliée par 6 depuis 1980), poursuite du programme de barrages hydrauliques. Le solaire et l'éolien, malgré leur développement, restent tout à fait marginaux dans le bilan global. Mais, le pouvoir chinois continue à donner la priorité à la course pour devenir la première puissance économique mondiale dès que possible. A noter aussi que son niveau moyen d'émissions de CO<sub>2</sub> atteint déjà près de 7tCO<sub>2</sub>/hab.an, soit l'équivalent du niveau moyen européen actuel.

Il n'y a donc pas de justification à ce que la Chine ne plafonne pas ses émissions dès que possible et ne fasse pas d'ici 2030-2040 d'importants efforts de réduction de celles-ci, notamment dans ses zones industrialisées orientales où le taux moyen des dites émissions est encore plus élevé, se rapprochant des gaspillages américains. Par ailleurs, la Chine continue à rejeter toute vérification internationale de la réalité de l'évolution de ses émissions.

- Enfin, certains pays occidentaux comme le Canada et l'Australie ont, depuis 1997, littéralement exposé le niveau de leurs émissions, sans aucune sanction.

Bref, si les peuples ne s'en mêlent pas, au-delà même des mouvements environnementaux, des personnalités, etc., il n'y a guère lieu pour l'instant d'être optimiste quant aux résultats possibles de la Conférence de Paris.

## ***Le potentiel de déstabilisation d'un réchauffement climatique non-maîtrisé***

Il est difficile à l'heure actuelle d'évaluer dans la longue durée la totalité des impacts d'un réchauffement climatique non ou insuffisamment maîtrisé, d'autant plus qu'il risque de se conjuguer avec d'autres tendances tout à fait négatives :

- Le premier impact le plus évident, c'est la nécessité d'une transition énergétique à mettre en œuvre sans délai, faisant reculer massivement les énergies carbonées PGC, sources principales d'émissions de GES, pour les remplacer par une électricité décarbonée (voir **l'ci-dessus**), transition devant se conjuguer aussi avec des efforts significatifs d'économies d'énergie (face à une forte augmentation prévisible de la consommation mondiale d'énergie, dans les PED notamment).

Parmi les autres évolutions globales problématiques :

- Le gaspillage et l'épuisement de diverses ressources naturelles, les problèmes prévisibles de la raréfaction des ressources en eau douce dans nombre de pays ;

- L'émergence possible de dizaines, voire de centaines de millions de réfugiés climatiques dans les PED, fuyant leur pays déstabilisé, pour tenter de survivre. C'est l'une des évolutions potentielles les plus préoccupantes. En effet, les fragiles acquis de la civilisation humaine (empathie pour son prochain, volonté de coopération, aide aux plus faibles), comportements que nous partageons depuis des temps immémoriaux avec les grands singes, risquent de voler en éclats au profit d'un retour à une loi de la jungle où chaque ethnie, chaque peuple défendra son pré carré, où les idéologies du rejet de l'autre, déjà présentes (voir Front national) deviendront, n'en doutons pas, majoritaires, où les plus forts (les mieux armés) finiront par massacrer les plus faibles, bref une plongée dans la barbarie menaçant l'avenir même de l'espèce humaine. Même si ce point ne peut ici être développé plus avant, c'est l'un des risques les plus graves d'une non-maîtrise du réchauffement climatique.

- Le coût financier immense pour l'humanité d'une montée significative du niveau des océans, de la violence des phénomènes climatiques (ouragans, inondations et sécheresses, hauteur et violence des vagues océaniques), sans aucun rapport avec le coût, somme toute limité et connu, d'une maîtrise du réchauffement climatique dans les deux à trois prochaines décennies ;

- La non-maîtrise d'une évolution démographique (9 milliards d'habitants en 2050, 10 à 11 en 2100) qui risque de rendre vains tous les efforts déployés pour garantir un avenir acceptable à l'ensemble du genre humain, et impossible la maîtrise du réchauffement climatique. Or, il n'y a aucune fatalité à cette évolution démographique. Divers exemples de PED montrent déjà qu'une action éducative ad hoc, accompagnée de l'accès facilité à des moyens contraceptifs, conduisent à une transition démographique rapide (voir également la position récente du pape François sur la limitation souhaitable à 3 enfants).

- La persistance d'un système des Nations unies où la souveraineté de l'Assemblée générale est de plus en plus bafouée, court-circuitée par les classes dirigeantes des pays les plus puissants et par le capital mondialisé, alors même que les besoins d'outils de régulation et/ou de contrôle internationaux rassemblant la totalité des États et ayant des pouvoirs effectifs de contrôle et de sanction sont patents en matière de climat et d'environnement (création d'une « *Organisation mondiale de l'environnement* » (OME) dotée de véritables pouvoirs), de transition énergétique planétaire (création d'une « *Organisation Internationale de l'énergie* » (OIE), chargée de gérer de manière acceptable pour tous les pays le recul des énergies fossiles).

- Cependant, à court terme, c'est la transition énergétique qu'il importe d'analyser sans attendre, car elle nécessite des actions rapides tant au plan planétaire que national.

## ***La transition énergétique (planétaire et nationale)***

En France, le « nombrilisme hexagonal » fait que le débat sur la transition énergétique et les choix qu'elle comporte reste essentiellement national, ou limité à l'imitation ou non d'un modèle allemand qui se confirme comme conduisant à une impasse majeure.

Or, en réalité, la transition énergétique doit prioritairement se définir au niveau planétaire, pour ensuite être déclinée au niveau de chaque nation. Pour notre pays, s'y ajoute le fait que les grands groupes français de l'énergie (EDF, Areva, GDF-Suez, Total, Alstom, malheureusement bradé à « *General Electric* »), leurs centaines de sous-traitants (400.000 emplois au total dans le seul nucléaire), sont fortement impliqués dans les activités internationales touchant à l'énergie et qu'il serait irresponsable de ne pas en tenir compte.

Nous nous en tiendrons ici à quelques constats touchant à la transition énergétique planétaire (qui nécessiterait en fait une étude détaillée spécifique, vu la complexité des problèmes posés).

Les deux grandes énergies matures, susceptibles de décarboner rapidement et significativement l'électricité, au moindre coût, dans les pays occidentaux et dans les grands pays émergents (cf. recommandation du GIEC) dans les dix à quinze ans à venir, restent le nucléaire et l'hydraulique.

### **Le nucléaire,**

Pour celui-ci, un fort développement de celui-ci est d'ores et déjà programmé, notamment en Chine, Inde, Russie, en Corée du Sud, au Royaume-Uni, dans une quinzaine de pays semi-émergents (Moyen-Orient, Asie du Sud, Amérique du Sud-dernier en date, l'Égypte) avec un triplement du nombre actuel de réacteurs (435) passant d'ici 2030-2040 à plus de 1.300 réacteurs. Par ailleurs, 45 autres pays ont déclaré récemment « s'interroger sur l'opportunité d'entamer une production nucléaire ». Toutes les puissances nucléaires (Chine, Russie, Inde, Corée du Sud, USA) s'apprêtent à conquérir ces marchés et il serait suicidaire que l'industrie française ne fasse pas de même (les dernières déclarations de S. Royal montrent une prise de conscience de cette situation : élargir la gamme de réacteurs, construire un réacteur de IV<sup>e</sup> génération dans la perspective de garantir un approvisionnement en énergie décarbonée à bon marché sur des centaines d'années).

Mais ce développement ne peut s'opérer sans une mutation d'envergure dans le système international de contrôle de la sûreté nucléaire qui présente actuellement de graves lacunes, à l'origine en fait des accidents inacceptables de Tchernobyl et Fukushima, lacunes dans la sûreté encore présentes dans divers pays :

Absence de normes internationales obligatoires de sûreté nucléaire et de radioprotection et d'un contrôle international indépendant de celles-ci (approbation préalable des nouveaux types de centrale, de leur implantation, de leur mode d'exploitation, du mode de gestion des déchets à longue durée de vie, existence d'une véritable culture de la sûreté nucléaire, de milliers de spécialistes nationaux qualifiés, d'instances nationales de sûreté nucléaire réellement indépendantes, à l'abri des pressions des entreprises comme de celles du pouvoir politique ou de leurs collusions - voir causes réelle de Fukushima).

Or, l'outil international susceptible d'exercer ce contrôle, avec les compétences nécessaires, existe déjà, c'est l'AIEA. Mais celle-ci est paralysée, car les cinq « *puissances nucléaires* » (USA, Russie, Chine, France, Royaume-Uni) se sont jusqu'ici opposées à ce contrôle (interférence avec un nucléaire militaire qui devrait disparaître) <sup>(34)</sup>. Mais la situation évolue

---

34 Par décision d'appliquer enfin le traité de non-prolifération ;

et la France, unanimement considérée comme possédant le meilleur système de sûreté nucléaire au monde, peut jouer un rôle décisif dans ce combat. Cette orientation devrait normalement bénéficier de l'appui de l'ensemble des forces politiques nationales, y compris écologistes, à condition que celles-ci reviennent sur leurs attitudes passionnelles à propos du nucléaire <sup>(35)</sup>, luxe que notre pays et l'humanité ne peuvent plus se permettre.

## L'électricité hydraulique

Celle-ci, fortement présente dans certains pays (voir pays européens déjà cités, le Brésil (électricité quasiment à 100% hydraulique), peut nettement progresser dans d'autres, notamment en Asie, Amérique du Sud, Afrique subsaharienne, même aux USA où une étude récente montre que sa production pourrait doubler.

Pour l'Afrique subsaharienne, par exemple, celle-ci n'exploite que 7% de ses ressources hydrauliques potentielles. Cela signifie que sa production d'énergie globale pourrait tripler rapidement sans augmentation de ses émissions de CO<sub>2</sub>. Elle est par ailleurs un complément idéal des énergies intermittentes (rapidité de montée en puissance).

## Énergies intermittentes

Celles-ci n'ont aucune chance de tenir une place significative d'ici 15 à 20 ans dans le « mix » énergétique mondial et encore moins d'y faire reculer significativement les énergies carbonées. Le bilan des deux énergies les plus activement promues par le « *capitalisme vert* », à savoir l'éolien et le photovoltaïque, est clairement négatif dans un pays comme l'Allemagne qui a beaucoup misé sur elles depuis près de 20 ans. Les garanties de taux de rentabilité exorbitants (10 à 15%) sur 20 ans exigés par le dit « *capitalisme vert* » pour investir dans ces énergies, dont le coût est supporté par les consommateurs individuels (entreprises exemptées), ont fait que le coût de l'électricité pour le consommateur allemand est le double du prix français. Par ailleurs, malgré cela, la part de ces énergies dans la consommation énergétique globale allemande n'atteignait en 2013 que 2,7 % (1,7 % pour l'éolien, 1% pour le photovoltaïque). Enfin, l'intermittence de ces énergies est comblée par des recours au charbon, au gaz et au lignite, d'où des réductions d'émissions de GES quasi-nulles (taux d'émission allemand 9t CO<sub>2</sub>/hab.an) <sup>(36)</sup>. D'autres énergies dé carbonées, comme le solaire thermique ne posent pas ces problèmes, permettant un certain stockage de l'énergie. Par ailleurs, le bilan des renouvelables type biomasse est de plus en plus contesté (études US récentes) à l'échelle planétaire du point de vue réduction des émissions de CO<sub>2</sub> (biocarburants en particulier). C'est dire que la recherche sur *toutes* les énergies dé carbonées <sup>(37)</sup>, leur évolution, la baisse de leurs prix de revient, doit se poursuivre très activement, car pour l'instant la maîtrise climatique globale n'est pas garantie.

## ***Qui doit financer la maîtrise du réchauffement climatique ?***

Ce n'est certainement pas la moitié de l'humanité qui croupit dans la misère, ni les consommateurs des pays occidentaux, dont une bonne partie est accablée par le chômage, total ou partiel, par les politiques d'austérité, souvent en état de précarité énergétique. Il faut se tourner vers les détenteurs de la fantastique accumulation financière qui, par leurs

---

35 Face à l'obsession du danger du nucléaire, rappel que le nucléaire est de loin l'énergie qui, à puissance installée égale, provoque le moins de morts (étude scientifique US récente) et que les garanties techniques de la sûreté sont à l'horizon.

36 D'où des baisses des prix de reprise garantis, décidées par A. Merkel, qui vont encore freiner leur progression. Réduction drastique de ces prix aussi en Espagne.

37 Recherches à poursuivre activement en longue durée pour mise en valeur d'autres énergies dé carbonées à un prix de revient acceptable, géothermie, hydroliennes, énergie houlomotrice, réacteurs au thorium, énergie de fusion (à long terme), stockage de l'électricité, captage stockage du CO<sub>2</sub> (en difficulté). Utilisation d'un solaire thermique et d'un solaire photovoltaïque aux coûts en baisse, en économie d'appel au réseau (pas de vente de l'électricité produite).

prédations toujours plus poussées, étranglent littéralement la majeure partie de l'humanité. Ce sont les « 1% » qui possèdent désormais plus de 200.000 milliards de \$<sup>(38)</sup>. Il y a quelques années, le rapport « *Stern* » évaluait à 1 % du PIB mondial<sup>(39)</sup>, l'effort annuel nécessaire pour maîtriser le réchauffement climatique. Soit, actuellement, 750 milliards de \$/an (1% d'un PIB mondial de 75.000 milliards de \$ en 2013). Cette accumulation insensée de plus de 200.000 milliards de \$ continue à croître. Une simple taxe de 0,5% sur la dite accumulation, ne la faisant même pas régresser, rapporterait plus de 1.000 milliards de \$/an et financerait largement la maîtrise du réchauffement climatique (la dotation aux PED pourrait être largement accrue). Elle ferait d'une pierre deux coups, en contribuant simultanément à une sortie de la crise actuelle, par relance des investissements publics et recul du chômage.

Maîtriser le réchauffement climatique est donc fondamentalement une bataille politique de grande envergure, impérative, car, sans elle, l'humanité risque de sombrer.

Surenchère militaire en Afrique : le cas du Sahel

**Pierre Paul Dika**  
Enseignant Chargé de Cours à La FSJP,  
Université de Ngaoundéré, Cameroun

## **Réflexions sur quelques conflits actuels..**

De l'Ukraine à la Centrafrique, les conflits en cours en cet automne 2014 sont tous très différents par leur localisation géographique, les acteurs impliqués. Pour autant, ils inspirent quelques réflexions

générales.

En dehors de l'affrontement israélo-palestinien à Gaza généralement classé à part, les autres conflits sont souvent rangés dans la catégorie "guerre civile" : guerre civile ukrainienne, guerre civile syrienne, guerre civile libyenne.

Comme de l'après 11 septembre 2001, nous pouvons raisonnablement parler d'un après 19 mars 2011, date de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU, autorisant l'intervention de la Communauté internationale, plus précisément (occidentale) l'OTAN en Libye<sup>40</sup>. Force est de constater que la photographie de l'Afrique près de quatre années après le début de cette intervention augure d'un avenir sombre, notamment sur la bande sahélienne.

Cette intervention a en effet fait voler en éclat l'équilibre précaire instauré par M. Kadhafi. L'action pacificatrice de ce dernier au travers de dons et de libéralités qui maintenaient « une paix sociale », avait annihilé toute tentative de rébellion et de résurgence des revendications identitaires dans le Sahel. Selon en effet Chems Eddine Chitour<sup>41</sup>, « Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que la boîte de pandore libyenne en s'ouvrant a libéré toutes les forces centrifuges, qui, il faut bien le dire, étaient d'une façon ou d'une autre maîtrisées du temps de Kadhafi. Le chaos malien a ses prémisses dans la dispersion de l'arsenal libyen laissé au grand jour par les puissances occidentales, Royaume Uni, France, OTAN... »

En effet, une sorte d'onde de choc s'est propagée sur presque toute la bande sahélienne<sup>42</sup>. Au delà

---

38 Évaluations OXFAM et Crédit suisse en 2013 (taux de croissance de 7%/an !).

39 Même ordre de grandeur dans une étude récente de l' « *Imperial College* ».

40 Voir à cet effet, Mahamat Oumar, « La résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations unies », Mémoire de Master II en Droit public, Université de Ngaoundéré, avril 2014.

41 « La partition du Mali : Premier domino après l'effritement de la Libye », <http://www.mondialisation.ca>, 9 avril 2012.

42 Le Sahel, territoire enclavé, forme une bande située entre le désert du Sahara et les pays tropicaux côtiers du Sud, allant de la Mauritanie à la mer rouge en passant par le Tchad.



du chaos qui règne en Libye, dont le Sud est le lieu de repli et d'approvisionnement des groupes armés, le premier pays touché a été le Mali le 17 janvier 2012 du fait de la rébellion Touareg<sup>43</sup>. Si la situation semble s'être stabilisée dans ce pays, plusieurs autres pays victimes de l'effet domino sont en proie à des tensions sur leur sécurité au vu des expériences historiques de mouvement rebelles existant dans la région. Le Sénégal est en proie à une rébellion en Casamance, le Nigeria avec Boko Haram<sup>44</sup> au Nord et le MEND<sup>45</sup> dans le Sud-est du pays. N'oublions pas les Forces nouvelles qui ont occupé le Nord de la Côte d'Ivoire pendant près d'une dizaine d'années<sup>46</sup>. Trois nouveaux pays font actuellement face à un groupe armé difficilement identifiable, Boko Haram, ce sont le Nigeria, le Cameroun, le Tchad, et le Niger. L'idée d'une force africaine de plus de 7 000 hommes a ainsi fait son chemin et la conférence des chefs d'État et de Gouvernement tenu à Yaoundé fin février 2015 a entériné cette idée.

Des exemples historiques allant au-delà du sahel et de la CEDEAO sont à mettre en lumière. Notons le cas casamançais au Sénégal, le Soudan qui a été divisé en deux en 2011 suite à la naissance du Soudan du Sud<sup>47</sup>, la Somalie qui depuis une vingtaine d'années est divisée en trois régions, le Somaliland au Nord, le territoire sous contrôle des SHEBABS au Sud et la région autonome du Putland au Nord-Est dans lesquelles règne chacun un seigneur de guerre. L'Est de la RDC est en proie depuis 1994 à des troubles identitaires et sécessionnistes, le M23 n'étant que l'arbre qui cache la forêt<sup>48</sup>. Citons enfin la RCA en proie à des troubles depuis 2013 dont la Résolution (2149) du Conseil de sécurité de l'ONU en date du 10 avril 2014 autorisant le déploiement de 12 000 casques bleus.

A bien voir, seule l'Afrique australe semble être une zone pacifiée et le nœud du problème semble être sans nul doute le Sahel et ce pour plusieurs raisons. La première est l'immensité de ce territoire. Le Sahel, territoire enclavé, forme une bande située entre le désert du Sahara et les pays tropicaux côtiers au Sud, allant de la Mauritanie à la mer Rouge en passant par le Tchad. C'est ainsi un vaste territoire de près de 5 millions de km<sup>2</sup>. La seconde est la faiblesse structurelle des principaux pays qui la composent<sup>49</sup>. Le Sahel constitue donc un « no man's Land » difficilement contrôlable du fait notamment de son relief et de ses poches de verdure.

La troisième est que cette région a quasiment toujours, de par ses caractéristiques, constitué une zone de trafic intense : immigration clandestine, produits industriels, hydrocarbures, chameaux, armes de toute sorte et enlèvements de touristes occidentaux. Cette activité néfaste a presque

---

43 La guerre de l'OTAN en Libye a entraîné le reflux de milliers d'étranger, dont près de 12 000 maliens avec armes et bagages, ces derniers ayant été recrutés par M. Kadhafi pour sécuriser le Sud de la Libye.

44 Voir notamment Osse Etoua Gaele Josiane, « Boko Haram et les relations Cameroun-Nigéria », Mémoire de Master II en Sciences Politiques, Université de Ngaoundéré, avril 2014.

45 Mouvement d'émancipation du delta du Niger, qui depuis 2005, se livre à des actes réguliers de sabotage, de prise d'otages dans un contexte de lutte pour la jouissance de revenus pétroliers. Voir à cet effet, Pierre-Paul DIKA, « L'Appropriation des ressources énergétiques en Afrique, source de conflits ? », *Les Cahiers de l'IDRP*, novembre 2008, pp. 3-4. Consultable sur le site suivant <http://www.insitutidrp.org>.

46 Pierre-Paul DIKA, « Côte d'Ivoire : scénarios pour une paix durable », *Les Cahiers de l'IDRP*, novembre 2005, 28 pages.

47 Notons que le Soudan depuis son indépendance en 1956, n'a jamais véritablement connu de paix, les gouvernements qui se sont succédés à Khartoum n'ayant que très rarement trouvé une formule cohérente et globale qui sied à l'ensemble du pays. La taille immense du pays et le christianisme au Sud, zone qui concentre les principaux puits de pétrole, ayant constitué des facteurs d'instabilité. Voir à cet effet, Pierre-Paul DIKA, « La crise du Darfour ou la faillite de l'État post-colonial soudanais », *Les Cahiers de l'IDRP*, janvier 2006, consultable sur le site suivant : <http://www.institutidrp.org>.

48 Lequel depuis le mois d'octobre 2012 s'appelle désormais Mouvement de Libération du Congo.

49 Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie.

toujours bénéficié du manque d'intérêt et de la complicité tacite des chefs et mouvements touareg, ainsi que des autorités militaires et politiques nationales et régionales<sup>50</sup>. Ce territoire est ainsi devenu le réceptacle et le terrain d'expansion d'ambitions plus ou moins avouées de certains groupes ethniques, politiques, voire terroristes. A ces caractéristiques physiques, la porosité des frontières et la faiblesse structurelle des États le composant, dont le Mali<sup>51</sup>, font du Sahel une sorte de ventre mou préoccupant, les pays se trouvant esseulés. Enfin, le Sahel paye aussi les conséquences des révolutions « arabes » et l'évolution de la situation en Irak, au Pakistan et Afghanistan puisque des groupes ou « combattants » d'un islam des origines, se replient dans cette zone favorable à leurs ambitions.

Cette africanisation d'Al Qaïda est ainsi source d'inquiétude. Ahmed LAGRAA, ancien diplomate Algérien, fait ainsi remonter la situation actuelle à une décolonisation ratée. Selon lui, « le Sahel contient en son sein les ingrédients de son propre éclatement. Il est du ressort des politiques de chaque pays de s'ériger en démineurs »<sup>52</sup>. Cette africanisation d'Al Qaïda se double de la régionalisation de Boko Haram.

Dans cette lignée, Hiroute Gebre Selassié, envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations unies, affirme que la situation au Sahel ne cesse de se dégrader du fait de la sécheresse, de la pauvreté et de la fragilité des régimes politiques, du trafic et de l'afflux d'armes venus de Libye.

Ces éléments font dès lors du Sahel le nœud gordien aussi bien des pays que de l'UA qui, bien que saisie de la résolution de la totalité des conflits en Afrique, se trouve dans une phase de maturation oscille entre résolution pacifique et opérations de maintien de la paix<sup>53</sup>. Cette logique sécuritaire s'accompagne d'une logique militaire dont la matérialisation est une sorte de surenchère militaire au Sahel conduisant à l'implantation de bases américaines (I) et françaises (II).

## La forte présence militaire américaine

Les américains ont selon Amanda J. Dory, sous-secrétaire d'État américaine à la Défense, 800 millions de dollars en 2014<sup>54</sup> et selon elle, ces sommes sont en augmentation malgré la pression sur les budgets. Ces dépenses attestent de l'intérêt croissant de la première puissance militaire mondiale pour la paix et la sécurité de l'Afrique. La présence américaine en Afrique se décline par AFRICOM (A) et par un déploiement accru de forces Spéciales (B).

### **AFRICOM**

En décembre 2006, le Président Américain G.W. Bush approuvait la mise sur pied d'AFRICOM,

---

50 La crise ivoirienne ayant bénéficié de toute l'attention, les pays sahéliens se sont retrouvés esseulés dans la lutte contre les trafics divers et la lente montée d'ambitions territoriales d'expansion de l'extrémisme religieux.

51 Le Mali en effet, à l'instar des autres pays du Sahel, avant janvier 2012, date des attaques des rebelles Touaregs, brillait malgré les efforts gouvernementaux, par de problèmes de malnutrition, d'avancée du désert, un taux de fécondité très élevé, un Nord, comme énoncé plus haut, en proie au trafic de toute sorte (cigarette, drogue, carburant, otages occidentaux). En novembre 2009 par exemple, un Boeing chargé de coke y a atterri en provenance du Venezuela. Cette partie du territoire, du fait encore de l'immensité du pays (1240 190 km<sup>2</sup>) était n'était quasiment plus sous contrôle du pouvoir à Bamako, l'essentiel de l'activité étant concentré au Sud du pays

52 Cité par Chems Eddine Chitour, <http://www.mondialisation.ca>, le 9 avril 2012.

53 Voir à cet effet, Pierre-Paul Dika, « L'Union Africaine et les conflits qui secouent le continent africain », *Les Cahiers de l'IDRP*, juin 2014, pp.10-25.

54 Nathalie Guibert, *Le Monde*.

(US AFRICA COMMAND) un contingent militaire américain composé d'avions, de troupes et de navires notamment. Fortement présent en Libye et au Mali, AFRICAOM est désormais en activité dans 49 des 54 États Africains. Par ailleurs, les États Unis ont dans treize pays des bases permanentes. Citons le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Nigeria, le Tchad, la RCA, la RDC, le Soudan du Sud, l'Ouganda, l'Éthiopie, la Somalie, le Kenya et Djibouti. La première puissance militaire mondiale a ainsi déployé un bon nombre de troupes sur le terrain. Force est aussi de constater que dans la plupart de ces pays, le nombre de ces troupes est assez petit et c'est l'expression, aux dires d'Adam Taylor<sup>55</sup> de l'accroissement des positions de l'US Africa Command.

Nous pouvons nous permettre d'examiner avec plus de détails cette présence<sup>56</sup>. Au Burkina Faso, le pays dispose depuis 2007 d'une base à Ouagadougou servant de dispositif de base pour traquer les groupes armés dont AQMI et d'où décollent les U 28A.

En RDC, ce sont des troupes qui aident le pays à rechercher le chef de la LRA (Armée de résistance du seigneur), J. Kony.

En RCA, le pays compte près de 40 militaires pour aider à traquer la LRA. Au Tchad, le pays a annoncé que 80 soldats seraient envoyés dans ce pays pour aider à retrouver les écolières enlevées par la secte Boko Haram.

A Djibouti, l'armée américaine dispose d'une base importante, le Camp Lemmonier avec environ 4 000 soldats dont des drones. Au Kenya, le camp Simba, près de la frontière avec la Somalie, voit stationner 60 militaires depuis novembre 2013.

Au Mali, en Avril 2013, une dizaine de soldats américains ont été déployés pour apporter leur soutien aux troupes françaises et africaines.

Au Niger, l'US Air Force a mis en place une base de drones à Niamey en 2013, composé de 100 militaires pour des missions de collecte de renseignements.

Au Nigeria, au début du mois de mai 2014, une petite équipe de soldats américains et de conseillers civils a été déployée dans le pays pour participer aux recherches des écolières enlevées par Boko Haram. Selon l'Associated Press<sup>57</sup> ces troupes ont rejoint près de 70 militaires dont 50 régulièrement affectés à l'Ambassade des États-Unis et 20 Marines intervenant dans la formation militaire.

En Somalie, au début de l'année 2014, le pays a déployé pas loin de 24 militaires aux fins de formation et de conseil. Au Sud Soudan, en décembre 2013, 45 militaires américains ont été déployés dans le pays pour protéger les biens et les citoyens américains.

En Ouganda enfin, la première puissance dispose d'une base à Entebbe utilisée pour envoyer des avions de surveillance PC-12 à la recherche de la LRA de Joseph Kony. Le nombre total des soldats américains est de 300 officiellement dans le pays pour fournir des informations, des conseils et de l'assistance à la force de l'Union africaine à la recherche de J. Kony.

A bien y voir, la majorité des pays sont des pays sahéliens. Et la présence américaine dans cette région d'Afrique n'est pas anodine. Pour la grande puissance, le Sahel est une zone future des activités des djihadistes de retour de Syrie et de Libye. Pour Joshua Bergess<sup>58</sup> qui souligne que l'instabilité est la caractéristique de cette région et menacerait les intérêts vitaux des occidentaux,

---

55 « La carte révélant l'installation des troupes étasuniennes en Afrique », [www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca). 26 mai 2014.

56 Adam Taylor, *ibid.*

57 Cité par Adam Taylor, *op.cit.*

58 Lieutenant colonel des Forces aériennes américaines et chercheur visiteur à l'Institut de Washington

insiste sur l'urgence de l'implication militaire des États unis et de l'OTAN en collaboration avec la France et recommande la mise sur pied d'une structure pour superviser la lutte antiterroriste. Considérant l'Algérie comme un partenaire stratégique, le Pentagone (siège du Département de la Défense américain) l'a introduit officiellement comme un partenaire privilégié en matière de lutte antiterroriste contre AQMI au Maghreb et dans le Sahel. Un double objectif est ainsi mis en lumière : faire intégrer l'Algérie à L'AFRICOM et installer des bases sur le sol algérien.

Cette doctrine américaine ne doit pas faire oublier d'autres données, notamment l'accès illimité aux marchés africains énergies et autres ressources stratégiques et la sécurisation des approvisionnements des matières premières.

Pour le Président américain B. Obama, « L'Afrique est plus importante que jamais pour la sécurité et la prospérité de la Communauté internationale et pour les États-Unis en particulier »<sup>59</sup>. La présence d'AFRICOM va se doubler d'un déploiement accru de forces spéciales

### *Le projet d'un déploiement accru de forces spéciales*

Selon le Lieutenant général Steven Hummer, Commandant adjoint des opérations militaires du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) dans la gestion des crises, des Forces spéciales des marines US spécialisés dans la gestion des crises pourraient être implantées en Afrique<sup>60</sup>. En qualité d'autorités militaires directrices, elles coordonneront le travail avec les pays d'accueil qui ont manifesté un intérêt particulier de voir installées les troupes militaires américaines sur leur sol.

Pour le lieutenant général, ces unités seraient formées sur le modèle de la Force de réaction rapide basée à Moron (Espagne) depuis 2013<sup>61</sup>. Cette base est composée d'environ 550 Marines, d'au moins 4 hélicoptères MV-22B Osprey et de deux avions ravitailleurs KC -130 J<sup>62</sup>. AFRICOM peut faire appel à cette base pour faire face aux catastrophes humanitaires ou aux situations d'urgence en matière de sécurité dans les ambassades ou pour d'autres missions<sup>63</sup>.

Pour Hummer, la distance entre Moron et certains pays africains dépend du support aérien opérationnel estime qu'il y a un équilibre à atteindre entre les Forces de réaction rapide des Marines et celles stationnées à terre lors des situations d'alerte.

À bien y voir, ces unités seront composées d'une part de la Force d'intervention basée à Moron et d'autre part de l'unité des Forces spéciales sol-air de Marines située à la base aéronavale de Sigonella en Italie. Toujours selon Hummer, « L'intervention en temps de crise sera leur mission principale, mais ces unités pourraient aussi assurer des missions de formation dans le cadre de la coopération avec les militaires du continent africain. Ils pourraient participer à des exercices, tout en continuant à développer leurs compétences et leur capacité à répondre aux situations de crise »<sup>64</sup>.

Force est de préciser que cette implantation de forces spéciales sur le continent africain reste un projet, précision apportée par Fred Harrel, porte parole américain de AFRICOM. En effet, toute

---

59 Cité par *Le Parisien*, 14 juin 2012.

60 [www.militarytimes.com](http://www.militarytimes.com).

61 Les autorités américaines cherchent aussi à implanter des unités similaires au Proche orient afin de faire face aux problèmes dans cette région et en Floride (État américain du Sud est du pays) pour cette fois faire face aux situations de crise dans les Caraïbes voire en Amérique centrale et du Sud.

62 [www.militarytimes.com](http://www.militarytimes.com).

63 L'utilité de ces forces spéciales a été prouvée au début du mois de janvier 2014, lorsque les Marines ont aidé à l'exfiltration du personnel de l'ambassade américaine à Juba (Sud-Soudan).

64 Cité par [www.militarytimes.com](http://www.militarytimes.com).

mesure visant à implanter des forces militaires nécessite l'accord du pays hôte, des services de l'État et de la Défense et d'autres agences gouvernementales américaines.

Si la présence militaire américaine en Afrique est assez récente, la présence française, du fait de son passé colonial et des accords de défense est plus ancienne.

## **Vers l'intensification de la présence militaire française**

Cette intensification est l'expression de la tension qui règne dans le Sahel africain et fait de la politique française l'alter ego de la politique américaine de pacification du Sahel. En effet, deux brasiers sont en cours dans cette vaste région, celui de la Libye et celui du groupe armé Boko Haram dont les actions se déroulent sur un vaste territoire englobant le l'extrême Nord du Cameroun, le Nord-est du Nigeria, le Sud Niger et l'Est du Tchad.

Cette situation préoccupante a été à l'ordre du jour du premier forum international pour la paix et la sécurité, tenu à Dakar les 15 et 16 décembre 2014, réunion informelle issue d'une initiative franco-sénégalaise.

Il y a en effet lieu de s'alarmer puisque de mai à novembre 2013, 342 incidents terroristes ont, selon un expert onusien, tué 2 400 personnes en Afrique du Nord et au Sahel. Il importe ainsi de faire la lumière sur la politique française d'intensification de son intervention militaire au Sahel (A) qui s'accompagne d'une forte présence militaire (B).

### ***La politique française d'intensification de son intervention militaire au Sahel***

Cette politique, à l'instar de l'intensification de sa présence militaire en Centrafrique, s'opère dans un contexte de militarisation croissante de cette région. Les militaires français insistent sur le besoin de couper les populations des groupes armés par des stratégies de contre insurrection. La stratégie française vise aussi à aider les onze États de l'Afrique centrale<sup>65</sup> à mettre en œuvre des programmes contre la radicalisation, dans un contexte de militarisation de ces pays<sup>66</sup>. La lenteur de la mise sur pied de la capacité de réaction rapide de l'UA, devant mobiliser 5 000 hommes a conduit à la proposition de la France de changer les règles de l'OCDE qui interdit de financer des équipements militaires au titre de la formation des armées africaines.

Selon un haut responsable opérationnel français, la logique militaire reste de mise puisque selon lui, les États font face à des entités qui passent d'une action déstabilisatrice, du faible au fort à la tentation de devenir des puissances. Pour ce gradé, cette logique militaire prévaut parce que les actions sur les causes (éducation, social) ne sont pas à portée immédiate.

Des projets hybrides voient ainsi le jour, lesquels ciblent les zones frontalières grises entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, dans un cercle de 500 km de rayon. Dans cette optique la Direction de la Coopération et de la Sécurité de Défense (DCSD) qui dépend du Ministère des Affaires étrangères a lancé un programme particulier à connotation psychologique et de développement durable. Selon l'Amiral Marin Gillier, le point de départ est le recensement des besoins des populations, leurs peurs, leurs perceptions. La seconde étape est de se tourner vers les gouvernements afin qu'ils développent des patrouilles et des réponses judiciaires pour traiter les trafiquants. Pour le Ministre français de la Défense, ces efforts sont couronnés de succès puisque selon lui près de 200 djihadistes ont été neutralisés par la Force française Barkhane<sup>67</sup>.

---

65 Dont le Cameroun et le Tchad dont les territoires couvrent des zones sahéliennes.

66 Au Cameroun, une vaste campagne de concours et de recrutement dans l'armée e la Police à cours.

67 Cité par [www.kassataya.com](http://www.kassataya.com).

Au regard du Groupe rebelle B. Haram, la France a annoncé à Dakar, la mise sur pied d'un Comité de liaison militaire avec les quatre pays concernés. En conséquence des officiers camerounais, tchadiens, nigériens et nigériens seront présents dans l'État major de la Force Barkhane avec pour objectif de partager du renseignement.

La France résume en deux volets ses priorités : le renforcement des capacités africaines et l'appropriation par l'Afrique de ses enjeux de sécurité. Cette politique française a pour point d'orgue une forte présence militaire.

### ***La réorganisation de la présence militaire française au Sahel : l'opération Barkhane***

Cette réorganisation a été annoncée le 8 mai 2014 par la Ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian et procède de la volonté d'avoir une conception régionale du contre terrorisme, en coopération avec quatre pays du Sahel. Cette présence est effective puisque plusieurs pays de la région accueillent des troupes françaises. L'opération Barkhane est une opération menée au Sahel par l'armée française, qui vise à lutter contre les groupes armés djihadistes salafistes dans toute la région du Sahel. Lancée le 1er août 2014, elle prend la suite des opérations Serval (Mali) et Épervier (Tchad) et s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de forces prépositionnées dans la région.

La France dispose ainsi dans la région trois points d'appui stationnés au Nord du Mali (Tessalit), au Niger (Fort de Madama) et au Nord du Tchad (Faya Largeau), chargés d'intercepter les groupes terroristes et qui auront vocation à accueillir de petits détachements et à abriter des stocks de carburant et de munitions. Chacun de ces points d'appui ou bases opérationnelles avancées accueille de petites unités de 30 à 50 hommes susceptibles de pouvoir accueillir une opération.

Ces points d'appui s'accompagnent de quatre bases militaires principales organisées en pôles dans lesquels 3 000 militaires sont déployés en permanence<sup>68</sup> avec comme poste de commandement N'Djamena au Tchad ou les effectifs militaires doivent passer de 950 à 1200 hommes.<sup>69</sup>

Au Tchad en N'Djamena, Pole Commandement, des avions de combat Mirage 2000 et Rafale, appuyés par des ravitailleurs et des forces terrestres sous le Commandement de l'État-major qui dirige les opérations au Sahel.

Au Niger à Niamey, qui abrite le Pôle de renseignement, la France dispose de deux drones Reaper, achetés aux États Unis. La base peut aussi accueillir des avions de combat et des patrouilleurs maritimes pour la surveillance de l'Atlantique et du Grand Sahara.

Au Mali, à Gao, Pôle avancé, la France concentre près de 1000 soldats et un détachement important d'hélicoptères Tigre. La France justifie l'implantation de cette base, selon un communiqué du Ministère de la Défense, par le besoin de « compléter de manière significative ses capacités de renseignement sur ce vaste territoire africain »<sup>70</sup>.

Au Burkina Faso enfin, à Ouagadougou, Pôle Forces spéciales, citons le groupement des Forces Spéciales Sabre qui opère dans toute la zone à partir de cette base.

À bien y voir, nous assistons ainsi au Sahel à un duo franco-américain puisqu'à l'AFRICOM américain, s'ajoute l'opération Barkhane française.

---

68 Chiffres donnés par Laid Seraghni, [www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca), 18 avril 2014.

69 [www.france24.com](http://www.france24.com).

70 Cité par Laid Seraghni, *ibid*.

Au final, l'Afrique du fait de la prolifération de bandes armées, des revendications identitaires se trouve dans nouvelle phase de son histoire, phase synonyme de défis sécuritaires et de militarisation croissante des pays touchés. Le Sahel, véritable ventre mou de l'Afrique, est au cœur de cette nouvelle étape de l'histoire africaine. La surenchère militaire est donc de mise et ce à bien y voir pour la décennie à venir.

# SOMMAIRE -----

## ❑ dossier 1 : Les relations Europe-Russie

- ◆ Bruno Drweski, maître-assistant à l'INALCO
- ◆ Jacques Sapir, directeur d'études à l'EHESS
- ◆ Francis Wurtz, député européen honoraire



## ❑ dossier 2 : Les enjeux climatiques

- ◆ Jacques Le Dauphin, directeur de l'IDRP
- ◆ Paul Sindic, auteur de « Urgences planétaires »



## ❑ hors-dossier: Surenchère militaire en Afrique : le cas du Sahel.

- ◆ Pierre Paul Dika, enseignant, Université de Ngaoundéré, Cameroun

### **Nouvelles brèves :**

○ le prochain numéro des Cahiers de l'IDRP paraîtra en juin. Il comportera un dossier Sur « l'ONU a 70 ans » et un second sur « Le tryptique stratégique :Russie,Chine ,Inde et les États-Unis ».

*Les Cahiers de l'IDRP - Publication trimestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix - Analyses, réflexions, recherches, de spécialistes de différentes questions internationales intéressant la sécurité et la paix.*

*Publication papier, relayée par le site Internet de l'IDRP sur lequel le débat peut s'ouvrir par l'envoi de courriels.*

*Directeur de publication : Jacques Le Dauphin - C.P.P : en cours*

*Prix au numéro : 5 € - Abonnement annuel (4 n°) : 16 €*

*IDRP -Siège de l'ARAC, 2 place du Méridien 94807 VILLEJUIF CEDEX – <http://www.institutidrp.org> - Contact :06 68 12 82 15*